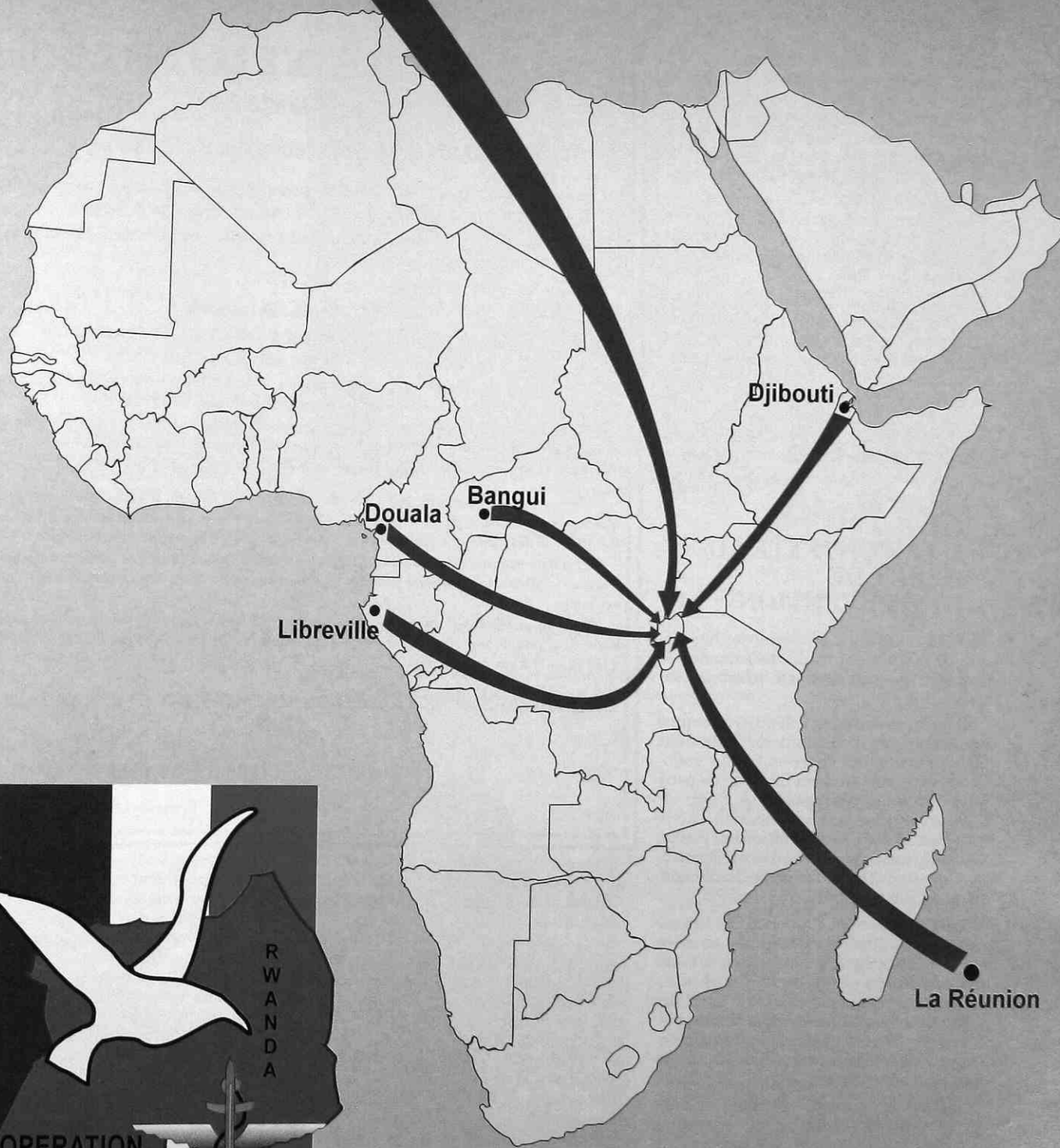


# Dossier : TURQUOISE



# L'OPÉRATION TURQUOISE AU RWANDA

22 JUIN - 22 AOÛT 1994.

Le 22 juin 1994, par sa résolution 929, le conseil de sécurité de l'ONU<sup>(1)</sup> donnait mandat à la France d'intervenir au Rwanda pour arrêter les massacres en cours et protéger les populations. Le même jour, l'opération Turquoise était déclenchée et les premières unités de l'armée française traversaient la frontière zairoise pour assurer la protection d'un camp de réfugiés menacé près de Cyangugu.

Deux mois plus tard, le 22 août, le dernier détachement de la force quittait le pays après avoir passé le relais à la MINUAR II.<sup>(1)</sup>

Engagée sous une forte suspicion internationale, l'opération Turquoise se terminait avec succès. Le contrat avait été rempli malgré un environnement particulièrement difficile. De nombreuses vies humaines avaient été sauvées et la qualité de la prestation des militaires français engagés sur le terrain était unanimement reconnue par l'opinion nationale et internationale.

## 1. LE CONTEXTE AU DEBUT DE L'INTERVENTION

Sans entrer dans une analyse historique, il n'est pas inutile de rappeler le contexte qui prévalait au début de l'intervention.

La France soutenait depuis quelques années le gouvernement du Président Habyarimana qui représentait la majorité hutue, soit environ 80 % de ce petit pays de 7 millions d'habitants. L'opposition, constituée par la minorité tutsie (environ 15 % de la population) s'était en grande partie réfugiée à l'étranger, notamment en Ouganda où elle avait constitué un mouvement armé, le FPR<sup>(1)</sup>

Depuis 1990 nous fournissions une assistance militaire aux forces armées rwandaises du gouvernement légal (FAR) qui avaient dû s'opposer à plusieurs reprises aux offensives du FPR à partir de l'Ouganda. Cette assistance s'était traduite par la mise en place de conseillers instructeurs et la fourniture de munitions d'armes lourdes.

L'action de la France s'inscrivait dans un processus d'évolution démocratique de ce pays visant à la réconciliation et au partage du pouvoir entre les Hutus et les Tutsis.

(1) Voir lexique p.9

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## CITATION

DECISION N°68

LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE LA DEFENSE

VU le décret n°56371 du 11 avril 1956 modifié, portant création de la Croix de la Valeur Militaire,  
 VU le décret n°19000/SD/CAB/DECO/F du 27 avril 1956 pour l'application de ce décret,  
 VU la décision particulière n°32424 du 29 juillet 1994 ouvrant droit à l'attribution de la Croix de la Valeur Militaire sur le territoire du RWANDA

CITE

A L'ORDRE DE L'ARMÉE

Le Général de brigade **LAFOURCADE** Jean-Claude - Mle 63 330 05 550  
 - Etat-Major de la 11<sup>ème</sup> division parachutiste - TOULOUSE -

"Commandant les éléments français de l'opération "TURQUOISE" au RWANDA du 25 juin au 22 août 1994, a fait preuve d'exceptionnelles qualités d'organisateur, de négociateur et de chef.

Confronté à un environnement difficile et éprouvant, brutalement contraint à faire face à une situation humanitaire d'une gravité hors du commun a su obtenir de ses hommes le meilleur d'eux-mêmes et réunir tous les concours nécessaires à la réussite d'une opération délicate et risquée, forçant l'admiration de la communauté internationale.

S'est particulièrement distingué le 05 juillet 1994 lors de la création de la zone humanitaire "sûre", qui a permis la protection de plus d'un million de réfugiés. S'est distingué à nouveau au cours de l'évacuation du RWANDA de 2643 personnes dont près d'un millier d'orphelins directement menacés de mort.

Plus généralement, son action aura conduit à l'arrêt des massacres, à la sécurisation des populations et à la mise en place d'une aide humanitaire de grande envergure qui a mis un terme aux exodes massifs et aux épidémies.

Animé d'un idéal élevé, faisant preuve en toutes circonstances de courage, de générosité, de sérénité et de ténacité, s'est dévoué sans compter pour la cause de la paix et du respect des hommes, faisant ainsi honneur à la France et à ses forces armées."

CETTE CITATION COMPORTE L'ATTRIBUTION DE LA CROIX DE LA VALEUR MILITAIRE AVEC

PALME

Fait à PARIS, le 1<sup>er</sup> septembre 1994.

François LEOTARD

Grâce aux efforts et aux initiatives de notre diplomatie, un accord était signé à Arusha en août 1993. La minorité tutsie obtenait sa participation au gouvernement, les armées FAR et FPR devaient fusionner dans une nouvelle armée nationale. Dans le cadre de ces accords, affichant clairement sa neutralité et sa non ingérence, la France retirait son assistance militaire fin 1993. Une force internationale de l'ONU (MINUAR I)<sup>(1)</sup> était alors mise en place en accord avec les partis pour faciliter l'application des dispositions arrêtées à Arusha. Mais les difficultés et les tensions ont malgré tout persisté jusqu'au 6 avril, date de l'assassinat du Président Habyarimana.

La guerre civile, réveillée par l'assassinat du président rwandais le 6 avril 1994, a eu pour conséquence un véritable génocide perpétré par certaines unités militaires rwandaises (garde présidentielle) et par les milices hutues à l'encontre de la minorité tutsie de la population ou de certains cadres hutus modérés. Aussi, invoquant la nécessité de les secourir, les forces du FPR ont-elles envahi, en deux mois de combat, toute la partie est du pays, jusqu'à la ligne Ruhengeri-Shyorongi, au nord, et Kigali-Gitarama-Nyanza, au centre.

Le 18 juin 1994, les FAR tenaient encore une partie de la capitale et l'axe reliant Nyanza au Burundi par Butaré.

Dans l'ouest du pays, les bandes formées de civils ou de militaires hutus incontrôlés continuaient à massacrer leurs concitoyens tutsis de tous âges, en fonction de l'excitation du moment et des incitations à la «défense populaire» prodiguées par les chefs de milices.

Plusieurs centaines de milliers de personnes d'ethnies hutue et tutsie avaient été massacrées, un nombre plus grand encore errait pour fuir les tueries. Certains de ces survivants avaient trouvé un asile précaire dans des «camps» placés sous la protection symbolique d'organisations caritatives ou de congrégations religieuses, d'autres se terraient dans les villes et les campagnes en attendant la fin des combats. Tous souffraient de maladies, de malnutrition et parfois de blessures nécessitant soins et médicaments.

À Kigali les quatre cents casques bleus de la MINUAR n'avaient pas la possibilité d'être efficacement renforcés avant deux ou trois mois. Un cessez-le-feu instauré le 15 juin après-midi avait été rompu le matin du 16 par le pilonnage des mortiers du FPR tirant sur le centre ville depuis les collines environnantes.

Devant l'étendue de ces massacres, les lenteurs de la mise en place de la MINUAR II et l'impact de ces actes de violence sur l'opinion publique, la France proposait d'intervenir au Rwanda et saisissait les Nations Unies le 19 juin.



photo : ECPA  
 Autour de l'amiral Lanxade et du colonel Sartre les chefs d'éléments africains (Sénégal, Guinée-Bissau, Tchad, Congo, Niger, Mauritanie, Egypte).



photo : ECPA  
 Le général de division Germanos et le général Lafourcade donnent une conférence de presse.

## 2. LA MISSION

Par la résolution 929 du 22 juin, le Conseil de sécurité donnait mandat à la France d'intervenir au Rwanda.

Les termes de ce mandat étaient les suivants : «assurer, de manière impartiale, la sécurité et la protection des populations menacées au Rwanda». L'opération était placée sous commandement national français et bénéficiait des dispositions du chapitre VII autorisant d'employer tous les moyens nécessaires. La durée de l'opération était limitée à deux mois. Ceci correspondait aux délais estimés nécessaires par l'ONU pour la mise sur pied d'une force d'interposition de 5 500 hommes (MINUAR II aux ordres du général Dallaire commandant la MINUAR I).

### 3. LE DISPOSITIF

L'opération Turquoise a été placée sous le commandement d'un COMFORCE qui disposait, pour la première fois, d'un poste de commandement interarmées de théâtre.

Le PCIAT devait, pour des raisons opérationnelles, à la fois être implanté à proximité immédiate du théâtre et bénéficier des facilités d'accès indispensables à son fonctionnement.

C'est ainsi qu'à été choisi, après accord des autorités zaïroises, le site de Goma (Zaïre) pour installer le PCIAT, directement relié au centre opérationnel interarmées de Paris.

Le dispositif multinational Turquoise, placé sous commandement français, a regroupé 3 060 hommes dont 508 étrangers de sept nationalités (Sénégal, Guinée-Bissau, Tchad, Mauritanie, Egypte, Niger et Congo).

Le déploiement de la force s'est effectué exclusivement par voie aérienne. La mise en place en une dizaine de jours de plus de trois mille hommes, de sept cents véhicules et de huit mille tonnes de matériels a démontré un savoir-faire remarquable malgré les difficultés rencontrées.

La majorité des moyens de combat provenait d'unités prépositionnées (RCA, Gabon, Djibouti, La Réunion), ce qui a permis de gagner des délais et de disposer de troupes professionnelles entraînées et acclimatées.

### 4. DÉROULEMENT DE L'OPÉRATION

Du 22 juin au 22 août, le déroulement de l'opération Turquoise a été marqué par une évolution rapide de la situation politico-militaire imposant d'adapter en permanence les postures, le dispositif et les modes d'action à ce contexte évolutif.

Dans une première phase, du 22 au 28 juin, il s'est agi d'assurer la mise en place par voie aérienne, au Zaïre, du 1<sup>er</sup> échelon de la force et simultanément de conduire des opérations limitées au Rwanda pour marquer au plus vite notre détermination et affirmer le sens humanitaire de l'intervention en arrêtant les massacres. C'est ainsi que le COS a assuré, dès le 23 juin, la protection du camp de réfugiés de Nyarushishi, proche de Cyangugu, regroupant dix mille Tutsis, à une dizaine de kilomètres de la

frontière zaïroise. Cette phase a été particulièrement sensible compte tenu du faible volume de moyens initialement engagés au Rwanda et de la nécessité d'organiser, au même moment, l'acheminement du gros de la force au Zaïre.

Par ailleurs notre intervention était alors l'objet d'une forte suspicion internationale et d'une grande hostilité de la part du FPR. Il a fallu adopter des modes d'action s'affranchissant de toute collusion avec le gouvernement provisoire intérimaire et les forces armées rwandaises lesquels étaient convaincus que la France venait à leur secours.

Dans une deuxième phase, du 28 juin au 7 juillet, la force Turquoise a étendu son action à l'intérieur du Rwanda. Sous la pression internationale, politique, médiatique, humanitaire et religieuse, la force s'est engagée plus à l'est, à l'intérieur de la zone gouvernementale pour extraire les personnes menacées, arrêter les massacres en cours et protéger les populations. C'est ainsi que les unités se sont engagées au nord à partir de Goma en direction de Kibuye et du col Ndaba, au sud à partir de Bukavu dans le secteur de la forêt de Nyungwe jusqu'à Gikongoro puis Butaré d'où, le 3 juillet

près de mille personnes dont sept cents enfants ont été évacuées vers le Burundi et Bukavu. La rencontre avec le FPR devenait inéluctable. Elle a eu lieu ce jour-là, le 3 juillet, pendant l'évacuation de Butaré et s'est traduite par un violent accrochage avec le COS.

Pendant cette phase, la protection presque exclusive de Tutsis menacés, l'intervention contre les milices armées et l'absence de soutien apporté aux FAR ont entraîné une grande désillusion au sein des forces gouvernementales et de la population hutue. La force Turquoise a dû agir progressivement dans le désarmement des milices afin d'éviter des réactions hostiles. Par ailleurs il ne fallait pas exclure un repli volontaire des FAR visant à nous mettre en première ligne au contact avec le FPR et à nous impliquer directement dans le conflit.

Après la rencontre avec le FPR à Butaré, la problématique de la neutralité de l'intervention et de la non interposition a été remarquablement résolue par la création d'une zone humanitaire sûre. Celle-ci s'inscrivait parfaitement dans le cadre juridique de la Résolution 929, et permettait d'assurer la protection d'environ trois millions de personnes dont plus d'un million de réfugiés fuyant l'avance du FPR. Cette zone s'étendait sur environ 4 500 kilomètres carrés et épousait les limites géographiques des districts de Cyangugu, Gikongoro et Kibuye.

Pendant la 3<sup>ème</sup> phase jusqu'à fin juillet, les forces Turquoise se sont déployées dans la ZHS sur trois secteurs,



Les enfants ont été regroupés dans la zone humanitaire sûre.

Kibuye, Gikongoro et Cyangugu, assurant le contrôle de la zone et évacuant mille trois cent personnes en danger immédiat.

Cette troisième phase a été marquée par une succession d'actions d'interdic-

tion armée face aux tentatives de pénétration du FPR dans la ZHS (8, 13, 16, 17, 20 et 23 juillet) et la poursuite des opérations de désarmement des milices et des FAR se trouvant dans la zone.

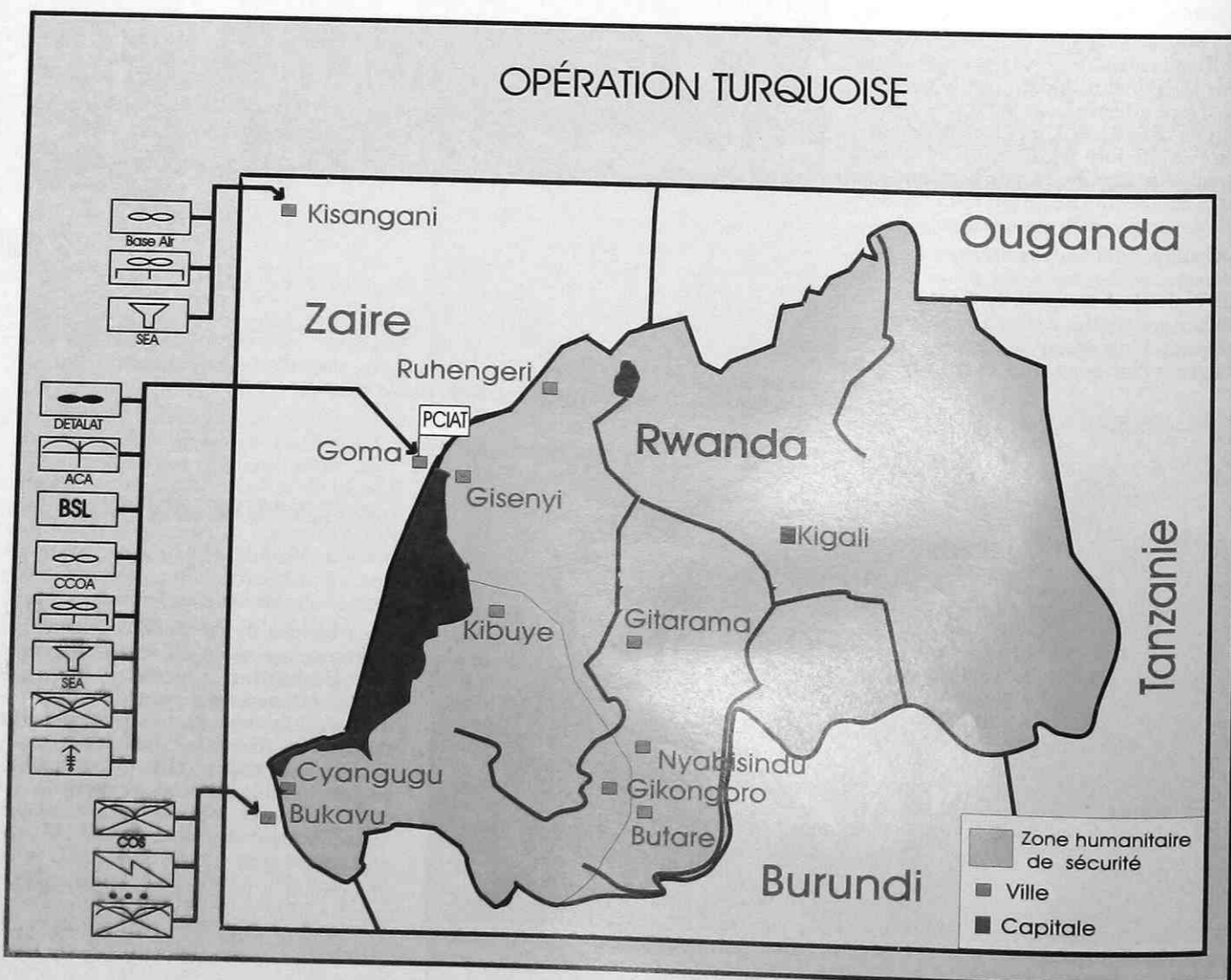
La détermination à garantir l'intégrité de la ZHS et la fermeté face au FPR (engagement dissuasif de la composante aérienne) ont contribué à rassurer les populations et à faciliter le désarmement des FAR et des milices. La force a ainsi rapidement créé les conditions de sécurité permettant le travail des organisations humanitaires.

Pendant cette période, il a fallu simultanément faire face à Goma au Zaïre, à la catastrophe humanitaire de l'exode d'un million de réfugiés fuyant l'avance du FPR au nord de la ZHS. Cet exode a provoqué un vif ressentiment de la population zaïroise qui en rendait la France responsable. Ce ressentiment a été vite dissipé grâce au comportement exemplaire du personnel de Turquoise dans sa participation essentielle à l'action humanitaire entreprise face à ce drame.

Cette troisième phase a été marquée par la difficulté à mobiliser les organisations humanitaires internationales et les ONG afin qu'elles interviennent dans la ZHS.

La quatrième phase, jusqu'au 22 août, a consisté à stabiliser la ZHS, à participer à l'action humanitaire et à préparer la relève par la MINUAR II. Des structures administratives provisoires ont été mises en place pour pallier la fuite au Zaïre de la plupart des anciens responsables impliqués dans les massacres.

La sécurisation de la zone s'est poursuivie, favorisant l'arrivée des organisations humanitaires. La force a participé acti-



#### Dispositif au point culminant de l'opération

##### Zaïre :

##### à Goma :

- un PCIAT disposant de moyens aériens de liaison et en particulier de deux Casa 235,
- un Detalat (3 Puma, 3 Gazelle),
- une antenne chirurgicale aérotransportable,
- un bataillon de soutien logistique,
- un centre de commandement des opérations aériennes,

- une section de génie de l'air,
- un détachement du SEA,
- une compagnie d'infanterie (2<sup>ème</sup> RPIMa de la Réunion),
- une SML.

##### à Bukavu :

- un détachement du COS (1<sup>er</sup> RPIMa),
- un détachement HF,
- une section du 2<sup>ème</sup> RPIMa.

##### à Kisangani :

- une base aérienne destinée à assurer le soutien de huit avions de combat (4 F1CT et 4 F1CR), quatre Jaguar supplémentaires étant en alerte à Bangui,
- deux C135 ravitailleurs,

- un Atlantic et les cargos tactiques de passage (15 C160 ou C130 au plus fort de l'opération),
- un détachement du génie de l'air,
- un détachement du SEA.

##### Rwanda :

- Région de Kibuye : un groupement nord à base de troupes de marine (RICM, 3<sup>ème</sup> RIMa, 11<sup>ème</sup> RAMa) composé de trois unités de combat françaises englobant sous contrôle opérationnel les contingents sénégalais, nigérien, bissau-guinéen et congolais.
- Région de Gikongoro : initialement un groupement spécialisé COS, comprenant quatre éléments (dont un du 1<sup>er</sup> RPIMa) disposant de cinq hélicoptères Puma et d'un C160 stationnés à Bukavu, ultérieurement relevé par le groupement Nord.

- Région de Cyangugu : un groupement sud à base de légionnaires composé de deux unités de combat et englobant initialement le contingent tchadien.
- Un élément médical militaire d'intervention rapide (EMMIR) renforcé d'une équipe sanitaire mauritanienne.

- Enfin, le dispositif établi en Afrique comprenait également trois bases de transit à Bangui, Libreville et Douala.

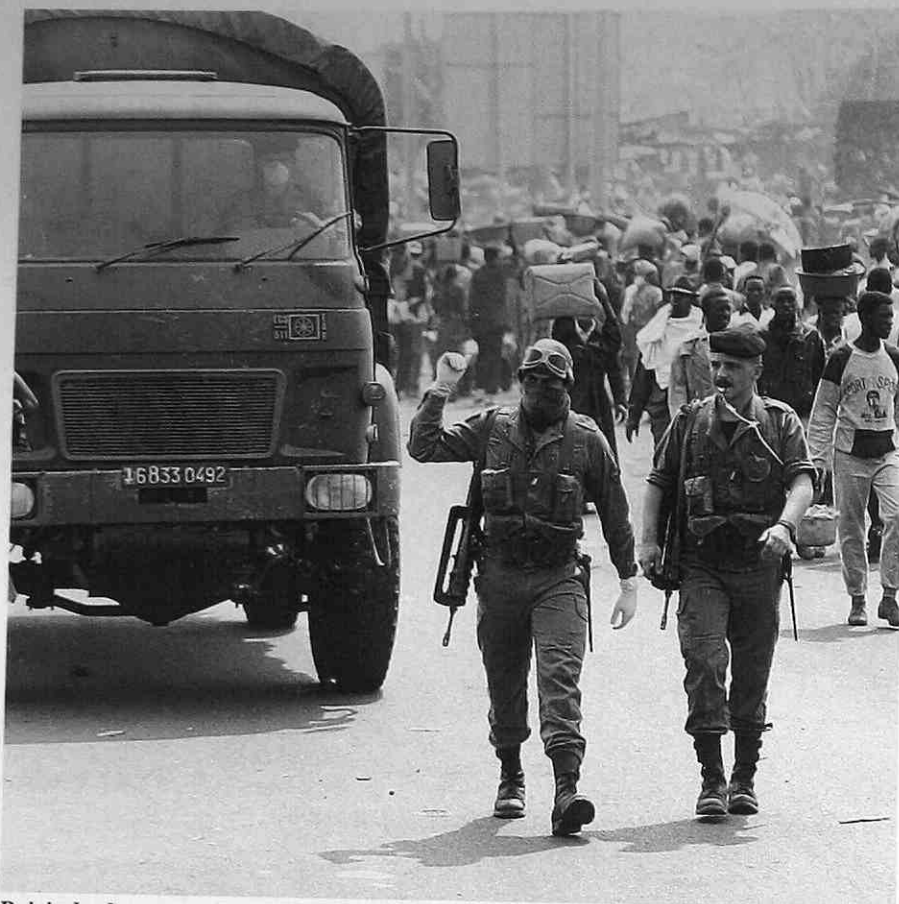


photo: ECPA

Rejoindre les camps de réfugiés au milieu de la foule n'est pas un travail facile.

vement au développement de cette action humanitaire : escorte de convois, soutien logistique, ravitaillement, transports, coordination entre les différents organismes.

L'ACA et le PEVA installés à Goma, l'EMMIR à Cyangugu, la Bioforce engagée sur le terrain ainsi que les postes de secours des groupements ont apporté une contribution déterminante à l'action sanitaire entreprise au Rwanda.

Simultanément il a fallu organiser la relève par la MINUAR et passer le relais dans les meilleures conditions possibles.

Cette dernière phase a été marquée par une reconnaissance certaine et une confiance croissante de la population envers la force Turquoise. Mais la méfiance des hutus à l'encontre de la MINUAR et leur crainte d'une pénétration du FPR dans la zone, immédiatement après notre départ, risquaient d'entraîner un exode massif des populations vers le Zaïre et le Burundi. De nouveaux modes d'action ont dû être mis en œuvre pour éviter cet exode.

Par ailleurs, la planification du désengagement a été rendue particulièrement difficile à cause des incertitudes qui régnaient alors sur les délais de mise sur pied des unités de la MINUAR. Le maintien sur zone du bataillon francophone africain, malgré les réticences du FPR, a largement contribué à régler ce problème. Le 21 août le dernier soldat français quittait le Rwanda, conformément au mandat de l'ONU fixé par la Résolution 929.

## 5. BILAN DE L'OPERATION TURQUOISE.

Cette opération a montré la capacité militaire de la France à intervenir de manière significative en Afrique (sept cents véhicules, huit mille tonnes en dix jours).

L'action de la force Turquoise a surtout permis d'atteindre les objectifs fixés par le mandat de l'ONU.

Elle a mis fin aux massacres perpétrés au Rwanda, elle a assuré la protection de la population dans la zone humanitaire sûre, elle a effectué la transition avec la MINUAR II dans de bonnes conditions. Elle a surtout permis d'éviter l'exode de plus de deux millions de personnes qui se seraient réfugiées au Zaïre devant l'avance du FPR si nous n'étions pas intervenus dans cette région.

La présence de la force Turquoise au Rwanda a enfin permis le développement de l'action humanitaire internationale, gouvernementale et non gouvernementale, car avant l'arrivée du contingent français aucun organisme n'avait pu s'implanter de façon significative dans l'ancienne zone gouvernementale.

Par ailleurs, la force Turquoise s'est directement impliquée dans l'action humanitaire.

Les prestations suivantes ont ainsi été assurées :

- 3 500 personnes, dont 1 000 orphelins et 600 religieuses, évacuées du Rwanda où leur vie se trouvait menacée,

- 11 000 journées d'hospitalisation au profit de la population,

- 15 000 consultations médicales,

- 78 000 actes de soins dont plus de 1 000 actes chirurgicaux,

- 8 000 dépouilles mortelles relevées par le BSL et plus de 20 000 dépouilles ensevelies par les spécialistes du génie de l'air,

- distribution de 6 000 mètres cube d'eau potable à Goma de la lutte contre le choléra,

- acheminement de 700 tonnes de fret humanitaire d'aide gouvernementale et de 250 tonnes de fret au profit des ONG,

- participation active à la gestion des vols et du fret humanitaire international sur la plate-forme de Goma organisé par l'UNHCR à partir de Genève (1 200 avions pour 20 000 tonnes de fret).

## 6. LES RAISONS DU SUCCÈS

Comme la plupart des interventions, l'opération Turquoise est un cas particulier et spécifique. Il faut donc se garder de tirer des enseignements définitifs «valables pour toutes les guerres».

De cet engagement au Rwanda les points suivants peuvent être soulignés :

Le mandat de la Résolution 929 était bien adapté et donnait une large initiative au commandant de théâtre dans l'usage de la force (chapitre VII). Pour rester en cohérence avec les buts politiques, humanitaires et médiatiques de l'intervention, il a été indispensable de maîtriser et de contrôler en permanence à tous les niveaux, l'emploi de la force.

Pour la première fois, la nouvelle organisation du commandement, initiée récemment par le chef d'état-major des armées, a été mise en œuvre. Celle-ci s'est avérée cohérente et efficace, privilégiant les circuits courts et la rapidité de prise de décision et de réaction.

Les structures et le fonctionnement de la chaîne interarmées ont donné entière satisfaction (EMIA, COS, DRM, COIA, PCIAT).

L'opération Turquoise a permis de mettre en œuvre pour la première fois un PCIAT. Bien dimensionnée, cette structure a été particulièrement efficace, contribuant à la liberté d'action du commandant de l'opération. En cas de nécessité, Le PCIAT aurait pu, sans difficultés, engager sous son commandement d'autres unités des trois armées données en renforcement.

La mise en place d'une forte composante aérienne a été un facteur de succès déterminant par les capacités de sécurité qu'elle apportait aux unités et par la menace dissuasive qu'elle représentait à l'encontre des adversaires potentiels.

Les moyens logistiques engagés sur le théâtre ont été à la mesure d'une opération moderne. Le soutien de l'homme et des matériels a été assuré dans des conditions remarquables, ce qui a contribué, sans nul doute, au succès de la mission.

La prise en compte, dès la planification, du facteur humanitaire a été un élément fondamental de l'intervention. S'inscrivant remarquablement dans la manœuvre politique, militaire et médiatique, l'action humanitaire entreprise par la force a donné une forte crédibilité à l'opération. L'organisation mise en place s'est révélée efficace. Elle s'est traduite par la mise en place d'une cellule «affaires civiles humanitaires» au sein du PCIAT à Goma qui a joué un rôle déterminant dans la coordination des actions de tous les acteurs humanitaires. La présence d'officiers expérimentés et de représentants du ministère de l'Action humanitaire et de la Coopération dans cette cellule ainsi que l'utilisation d'un lieu de travail à l'extérieur du PC ont permis d'amorcer un dialogue confiant avec les organisations humanitaires et les ONG.

Mais c'est surtout la qualité des personnels engagés dans l'opération Turquoise qui constitue la raison majeure du succès de cette opération.

Les conditions d'engagement ont été particulièrement complexes. Elles ont demandé, à tous les niveaux, de la compétence, du sang froid, une grande intelligence de la mission et des situations, une capacité d'adaptation permanente, de la rigueur dans l'exécution, de l'aisance dans l'expression. L'expérience acquise par de nombreux cadres en matière d'intervention extérieure et la connaissance du milieu africain ont été déterminants.



photo: ECPA

# Lexique

- ACA : Antenne Chirurgicale Aérotransportable.
- BSL : Bataillon de Soutien Logistique.
- CCOA : Centre de Commandement des Opérations Aériennes.
- COIA : Centre Opérationnel Inter Armées.
- COMFORCE : Commandant des Forces.
- COS : Centre des Opérations spéciales.
- DRM : Direction du Renseignement Militaire.
- EMIA : Etat Major InterArmée.
- EMMIR : Elément Médical Militaire d'Intervention Rapide.
- FICT et FICR : Mirage F1.
- FAR : Forces Armées Rwandaises.
- FPR : Front Patriotique Rwandais.
- HF : Haute fréquence.
- MINUAR : Mission des Nations Unies d'Assistance au Rwanda.
- ONG : Organisation Non Gouvernementale.
- ONU : Organisation des Nations Unies.
- PCIAT : Poste de Commandement Interarmées de Théâtre.
- PEVA : Poste d'Evacuation de l'Avant.
- RAMa : Régiment d'Artillerie de Marine.
- RICM : Régiment d'Infanterie Chars de Marine.
- RIMa : Régiment d'Infanterie de Marine.
- RPIMa : Régiment Parachutiste d'Infanterie de Marine.
- SEA : Service des Essences des Armées.
- SML : Section de Mortiers Lourds 120mm.
- UNHCR : Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies.
- ZHS : Zone Humanitaire Sure.

C'est pourquoi les unités et les personnels des Troupes de Marine ont été les principaux artisans du succès. Leur culture africaine, leur accoutumance au milieu physique et humain, leur sens du dialogue et du respect de l'autre, leur professionnalisme caractérisé par une grande maîtrise dans l'usage de la force et leur faculté d'adaptation leur ont permis d'obtenir des résultats remarquables sur le terrain dans la plus grande tradition coloniale. Montrant leur détermination à protéger les populations, les Troupes de Marine ont su établir les relations indispensables avec toutes les parties prenantes pour convaincre, expliquer, informer, dissuader. Educateurs et conseillers, ils ont suscité et contribué à mettre sur pied une administration civile provisoire permettant la reprise d'une vie normale dans le sud ouest du pays facilitant ainsi la transition avec la MINUAR II.

Le personnel des Troupes de Marine, a une nouvelle fois, montré sa remarquable ouverture d'esprit et son intelligence à gérer sur le terrain une situation complexe et difficile en sachant intégrer et maîtriser les facteurs politiques, diplomatiques, militaires, humanitaires et médiatiques qui constituent désormais des aspects incontournables d'une intervention dans un contexte de crise.

L'opération Turquoise a été enfin marquée par l'engagement à nos côtés d'un bataillon africain composé d'unités du Sénégal, du Tchad, du Niger, de la Guinée Bissau et du Congo. Outre son impact politique particulièrement important, cet engagement a montré la capacité des pays africains à mettre sur pied une force commune et à s'intégrer dans un dispositif multinational. Le bataillon africain, engagé initialement au sein du groupement Nord (RICM) puis en unité autonome de la force Turquoise a été un élément déterminant du succès de l'opération grâce à l'excellent niveau opérationnel de ses unités, la compétence de ses cadres et la maîtrise des procédures permettant une intégration efficace au sein de la force.

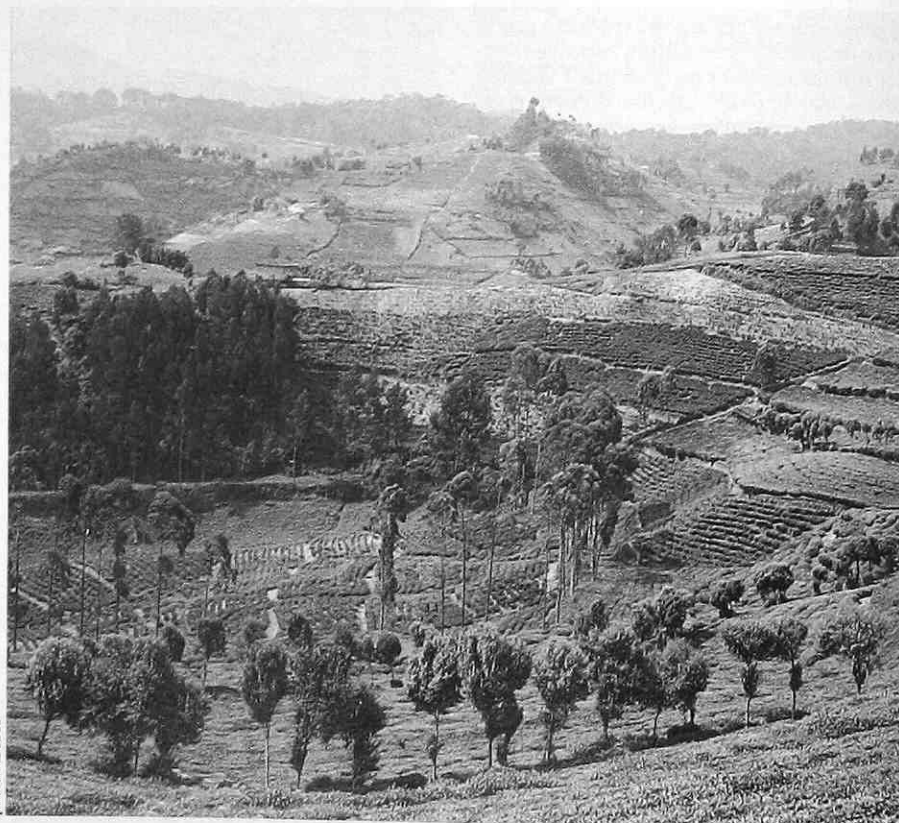
Véritables compagnons d'armes, les camarades africains ont participé à l'opération Turquoise avec un courage, une abnégation et une compétence qui leur font honneur et qui sont la fierté du commandant de l'opération. Au moment où il est question de mettre sur pied une force inter-africaine pour régler les crises de ce continent, l'expérience réussie du bataillon africain Turquoise est particulièrement porteuse d'avenir.

**Général Lafourcade,**  
commandant l'opération Turquoise.

# Le 3<sup>ème</sup> RIMa et l'opération Turquoise



La 1<sup>ère</sup> compagnie du 3<sup>ème</sup> RIMa a quitté Libreville pour le Rwanda. Le succès avec lequel elle a accompli les missions qui lui étaient confiées a grandement participé à la réussite de l'action humanitaire. Elle a pu passer le témoin aux troupes ghanéennes de la MINUAR II.



Le pays des mille collines

Mise en alerte le 17 juin à Libreville alors qu'elle était en mission de courte durée au Gabon depuis un mois et demi, la 1<sup>ère</sup> compagnie du 3<sup>ème</sup> RIMa était enfin regroupée, au complet, le 2 juillet au soir à Goma. Le lendemain, elle franchissait la frontière rwandaise, entamant ainsi cinq semaines exceptionnellement denses de participation à l'opération Turquoise.

Intégrée au groupement interarmées du Rwanda Nord et retrouvant ainsi ses camarades de la 9<sup>ème</sup> DIMa, la compagnie s'installe aussitôt dans sa zone de déploiement et d'action, six cents kilomètres carrés de hautes collines extrêmement peuplées, centrée sur le village de Gisovu (2500 mètres d'altitude).

La guerre et les massacres semblent d'abord bien loin dans ce paysage superbe et riche où plantations de thé et cultures intensives alternent avec une multitude de petits villages dont les toits de tuiles roses semblent sortis d'un dépliant d'agence de voyages. La population apparemment paisible et industrieuse nous accueille partout avec enthousiasme et chaleur, donnant aux marsouins le sentiment d'un étonnant décalage entre

la réalité qu'ils vivent et l'atrocité des massacres de Tutsis dont les médias ont tant parlé et auxquels ils viennent s'opposer.

Très vite cependant, l'apparence paisible et riante de ce petit paradis africain tourne au macabre : maisons brûlées dans les villages, cadavres mutilés dans les fossés, odeur pestilentielle de chair en décomposition..., autant de signes qui ne cadrent pas avec le décor et rendent d'autant plus choquante l'attitude des figurants qui continuent, avec de grands sourires, à nous assurer que rien ne s'est passé chez eux...

Il faudra deux jours. Deux jours de patrouilles de nuit et de jour, de couvre-feu, de contacts constants avec une population qui tente de nous séduire et de nous enjôler et à laquelle nous

répondons par des menaces voilées et la manifestation d'une présence que nous nous efforçons de rendre la plus pesante et la plus inquisitrice possible.

Deux jours au cours desquels, marsouins et cadres, tout en mettant à profit l'expérience des mentalités africaines qu'ils ont acquise au Gabon, au Tchad, en Somalie ou ailleurs doivent (à l'opposé de ce à quoi ils sont accoutumés) faire preuve d'une sécheresse parfaitement dosée dans les rapports humains qu'ils entretiennent avec les villageois et leurs bourgmestres.

Deux jours à l'issue desquels le renseignement, enfin, commence à arriver, d'abord faiblement puis bientôt de façon plus importante. Des noms et surtout des lieux. Noms de Tutsis qui ont échappé aux massacres des dernières semaines; lieux où ils sont réfugiés ou

séquestrés. Il s'agit, le plus souvent d'enfants de moins de sept ans qui ont été cachés par des voisins compatissants qui n'osent pas venir ouvertement les mettre sous notre protection, de peur de représailles de la part des miliciens les plus extrémistes. Il s'agit aussi parfois d'adultes et d'adolescents, hommes ou femmes qui sont «utilisés» comme domestiques ou d'autre manière par ceux qui les dissimulent chez eux.

Deux modes d'action sont alors adoptés par la compagnie pour placer ces Tutsis sous sa protection :

- «La récupération», qui consiste, après avoir fixé rendez-vous en un point le plus discret possible et à une heure avancée de la nuit, à s'y rendre en progressant aux moyens d'intensificateurs de lumière afin de ne pas être repéré par les miliciens qui poursuivent leurs patrouilles de nuit, y «prendre livraison» des enfants sauvegardés et les ramasser dans nos implantations à l'intérieur des véhicules bâchés.

- «L'extraction», qui est plus brutale et où il s'agit cette fois de soustraire les Tutsis (ies) à leurs exploités. Dans ce cas l'action se déroule en force, fréquemment de jour et de la façon la plus rapide qui soit afin d'éviter de devoir faire face à un attroupement et à des mouvements de foule hostiles, toujours difficiles à gérer.

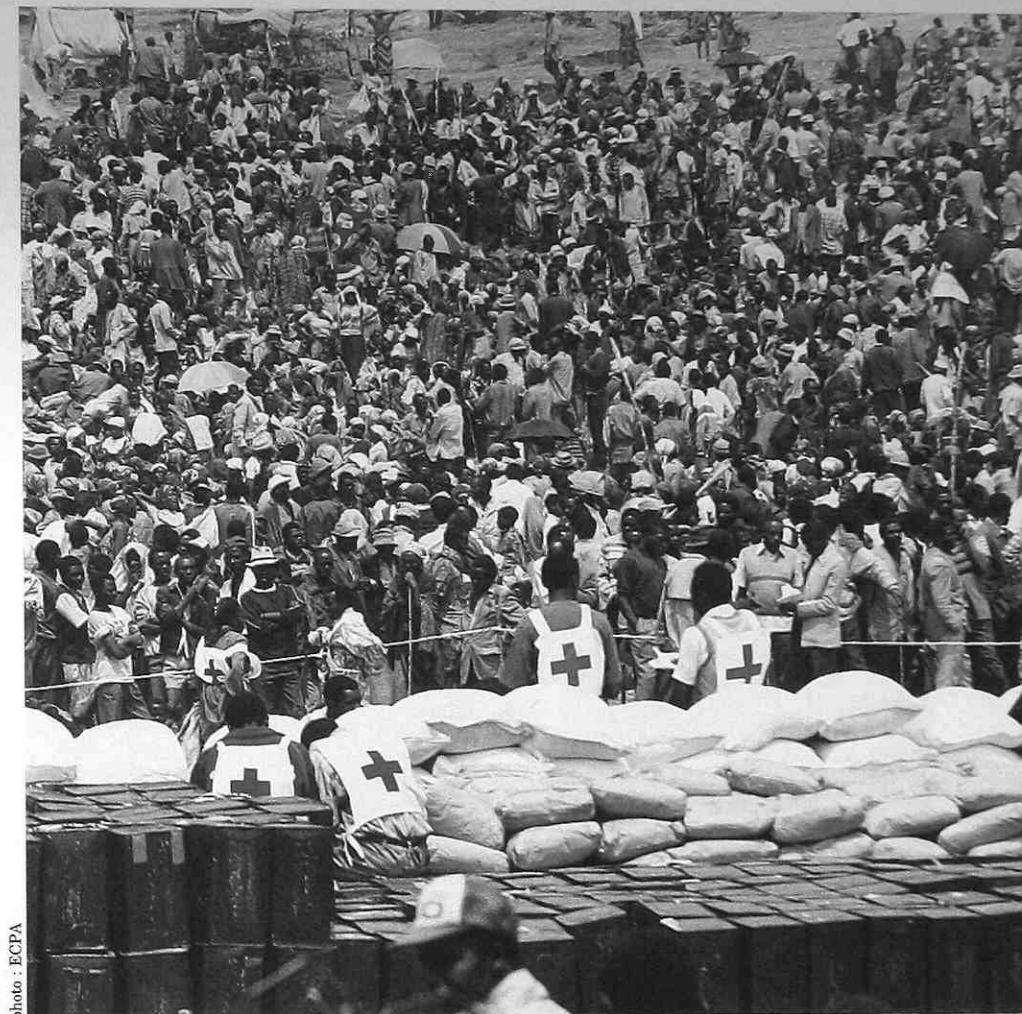


photo : ECPA

Subvenir aux besoins d'une population nombreuse.



photo : ECPA

Le médecin-chef accompagne les unités.

En une dizaine de jours, la 1<sup>ère</sup> compagnie aura ainsi réussi à sauver plus d'une centaine de Tutsis dont 70 % sont des enfants de moins de sept ans. Regroupés sur le site d'implantation d'une des sections, une mission catholique désertée de Gisovu, ils sont nourris grâce à l'aide humanitaire gouvernementale dont une petite partie nous est donnée et soignés par le médecin-chef du 6<sup>ème</sup> BIMA qui accompagne la compagnie depuis qu'elle a quitté Libreville.

Mais la situation évolue très rapidement. Les Forces Armées Rwandaises reculent devant les troupes du FPR. Bientôt cette retraite se transforme en débâcle et le front s'établit en limite de la zone contrôlée par les forces de l'opération turquoise. Très vite, dans le secteur de la compagnie, s'ajoutant aux miliciens, des déserteurs des FAR, isolés ou le plus souvent en petits groupes, viennent piller et racketter la population. De plus, les tentatives d'infiltration de nuit d'éléments du FPR deviennent probables.

Les sections, très dispersées, poursuivent intensément, jour et nuit, leur mission de contrôle de zone tout en continuant à sauver les Tutsis encore en vie.

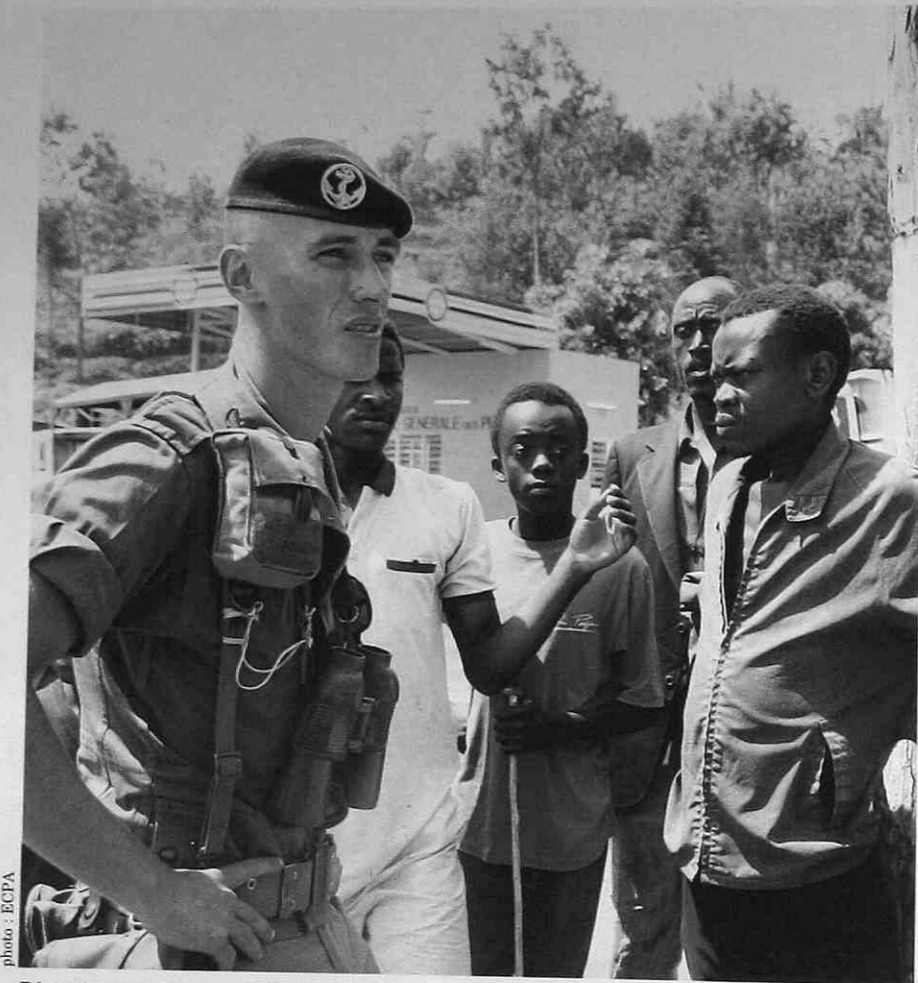


photo : ECPA

Discuter avec les populations pour gagner leur confiance.

Renforcée d'un peloton d'AML 90 du RICM, la compagnie monte des points de contrôle sur les pistes principales et, le 16 juillet, une section arrête un bataillon complet des FAR (quatre cents hommes) qui veut traverser notre secteur et que nous contraignons à rejoindre, sous escorte, le PC du groupement, à Kibuye, pour y être désarmé.

Le surlendemain, 18 juillet, la compagnie reçoit l'ordre, tout en conservant la responsabilité de la région de Gisovu, d'interdire la pénétration de la ZHS sur un front d'une quinzaine de kilomètres dans la région de Rugabano. Laissant la 2<sup>ème</sup> section assurer seule la sécurité dans notre secteur initial, nous rejoignons en six heures de piste notre nouvelle zone d'action et installons, à la nuit tombante, un dispositif de surveillance intégrant le peloton AML 90 et dont l'efficacité repose essentiellement sur les secteurs d'observation croisés des caméras MIRA de notre groupe Milan.

Au bout de quelques heures d'observation, un élément de la valeur d'une section tentant de s'infiltrer par les fonds de vallée, est décelé. Pendant deux heures, suivant sa progression mètre par mètre, nous réglons sur cet élément les tirs de la SML du 11<sup>ème</sup> RAMA, en obus éclairants tout d'abord, puis en fumigène. Enfin, démoralisé par la précision de ces tirs qui le suivent pas à pas et l'encadrent dès qu'il progresse, le commando FPR rebrousse chemin.

Les nuits du 20, puis du 21 juillet, de nouvelles tentatives d'infiltration sont ainsi décelées et contrées une nouvelle fois.

Relevée le 24 juillet par des Sénégalais, la compagnie descend vers le Sud, dans la région de Gikongoro. Le déplacement (deux cents kilomètres) s'effectue d'une traite et sans problème majeur. La compagnie, dont le PC s'installe à Kigène (sept kilomètres Ouest de Gikongoro) a la responsabilité d'une zone de vingt sur quarante kilomètres, limitée à l'Est par la ligne de la ZHS, à l'Ouest par la forêt primaire de Nyungwe, au Nord par la route bitumée Gisenyi/ Butaré et au Sud par la frontière avec le Burundi. Environ 200 à 250 000 réfugiés se trouvent dans ce secteur où règnent la désorganisation et l'anarchie en raison du départ des autorités locales, des gendarmes, des policiers, et de la possession de nombreuses armes par la population. De fréquentes infiltrations d'éléments FPR ajoutent encore au désordre. L'unité reçoit alors la quadruple mission, d'évaluer les besoins humanitaires et de faciliter la mise en place de l'aide internationale, de maintenir l'ordre, de remettre en place une administration et une autorité locales, d'interdire les infiltrations FPR. Les trois premiers volets de la mission sont effectués de jour, le dernier de nuit.

Le 1<sup>er</sup> août, la compagnie Ghanéenne appartenant à la MINUAR II devant nous relever, arrive à Gikongoro. Le 6 août, après six jours de passage de consignes, l'unité effectue son repli vers Bukavu (Zaire) puis vers Goma où nous arrivons le 7 août.

En onze jours, la compagnie a remis en état et fait fonctionner cinq dispensaires, réorganisé administration et police locales dans cinq communes, amorcé et organisé le mouvement de distribution de l'aide humanitaire, récupéré plusieurs centaines d'armes, de mines et de grenades de tous types et fait cesser les infiltrations du FPR.

Elle a surtout permis, par son action stabilisatrice, que ne se produise pas dans le sud-ouest du Rwanda, un exode de centaines de milliers de civils aussi dramatique que celui qui s'était produit vers Goma quelques semaines auparavant.

Le 8 août, le gros de la compagnie quitte Goma pour le Gabon ; le 9 août, elle est regroupée au complet à Libreville.

Pour la 1<sup>ère</sup> compagnie du 3<sup>ème</sup> RIMA, l'opération Turquoise aura été passionnante et exemplaire d'une mission des Troupes de Marine.

**Exemplaire** tout d'abord parce qu'elle y aura participé en tant qu'unité prépositionnée, provenant du 6<sup>ème</sup> BIMA au Gabon.

**Exemplaire** ensuite parce que d'une extraordinaire diversité : des missions de combat aussi classiques que le contrôle de zone ou l'interdiction ont dû, en permanence, être menées de front avec la gestion délicate de l'environnement humain d'un pays aux structures administratives, policières et sanitaires détruites et dont la population déchirée par une impitoyable guerre inter-ethnique, subissait famine et épidémies.

**Exemplaire** encore parce que l'unité a travaillé au sein d'un groupement réunissant des unités de toutes spécialités de la même arme des Troupes de Marine, et que cette compétence inter-spécialités qui est une des conditions sine qua non de la réussite de toute opération est une chose naturelle presque intrinsèque, chez des marsouins partageant déjà la même culture de l'outre-mer et de l'intervention.

**Exemplaire** enfin parce que la réussite de cette mission a été due pour une bonne part à l'expérience collective de la compagnie, somme des expériences individuelles de tous les «Forbans»<sup>(1)</sup> qui déjà auparavant, en Afrique, au Moyen-Orient ou ailleurs, ont appris que, comme l'écrivait déjà Lyautey, «jamais la bravoure et l'opiniâtreté de nos soldats ne prévaudront sur la connaissance du milieu et des moeurs indigènes».

Capitaine Lecointre.

(1) Forban : Nom de la 1<sup>ère</sup> compagnie du 3<sup>ème</sup> RIMA.



# Les Transmissions du 9<sup>ème</sup> RCS



Le lieutenant Laforge du 9<sup>ème</sup> RCS livre ses réflexions relatives à la mission de son détachement.

Composé de techniciens et de spécialistes, le Détachement des Transmissions a participé à des actions humanitaires particulièrement éprouvantes.

Les récents événements survenus au Rwanda ont permis à la France de démontrer - s'il en était besoin - sa capacité à intervenir outre-mer.

En quelques jours, des forces prépositionnées en Afrique Centrale et d'autres stationnées en métropole se sont regroupées sur un théâtre d'opération extérieur.

Dans le cadre de cette action, un détachement des transmissions du 9<sup>ème</sup> Régiment de Commandement et de Soutien y a été envoyé.

La préparation de la mission conditionne pour une large part sa réussite.

## LE CHOIX DES HOMMES...

Un choix est toujours un compromis dicté par les circonstances. Dans ce domaine, la connaissance des hommes est prépondérante. Il faut savoir, de temps en temps, prendre le risque de déplaire à certains pour l'intérêt de la mission. Ce n'est pas toujours facile.

Quelques-uns ont été désignés une semaine seulement après leur retour de Sarajevo. Ils n'ont pas hésité un seul instant à repartir. Ils ont ainsi, par leur disponibilité, fait honneur à leur arme.

Il fallait des hommes au moral très solide et à l'esprit très ouvert pour faire face à des situations nouvelles, totalement imprévisibles. Il en a été ainsi pour ceux qui ont été désignés à faire partie des équipes de fossoyeurs à Goma.

Dans ces circonstances particulières il faut rendre hommage aux qualités humaines de nos jeunes EVAT.

Leur entrain, leur spontanéité, leur abnégation sont des atouts irremplaçables pour ce genre de mission qui requiert plus que de simples spécialistes.

## SUR LE PLAN TECHNIQUE

Nous nous sommes préparés à partir au Rwanda avec les moyens correspondant à un large éventail de possibilités. L'expérience d'Oryx a été mise à profit : qui peut le plus, peut le moins.

Beaucoup de détails ont été arrêtés en liaison avec l'unité que nous devons soutenir techniquement et à laquelle nous étions rattachés pour les besoins de la vie courante.

## LE DÉPART...

Une attente de quelques jours commence. Partira pas ?... arrive le lundi 27 juin 1994 : vers vingt-trois heures, le coup de téléphone qui déclenche tout.

Ensuite tout se passe assez vite : perceptions, ultimes vérifications des papiers, aéroport et attente sur le tarmac. Quelques journalistes - nous en verrons beaucoup par la suite - nous questionnent sur nos motivations, notre état d'esprit. Enfin nous embarquons avec armes et bagages à bord d'un IL 76 russe<sup>(1)</sup> avec véhicules, carburant, armement, munitions.

(1) Illyouchine 76 : avion de transport.

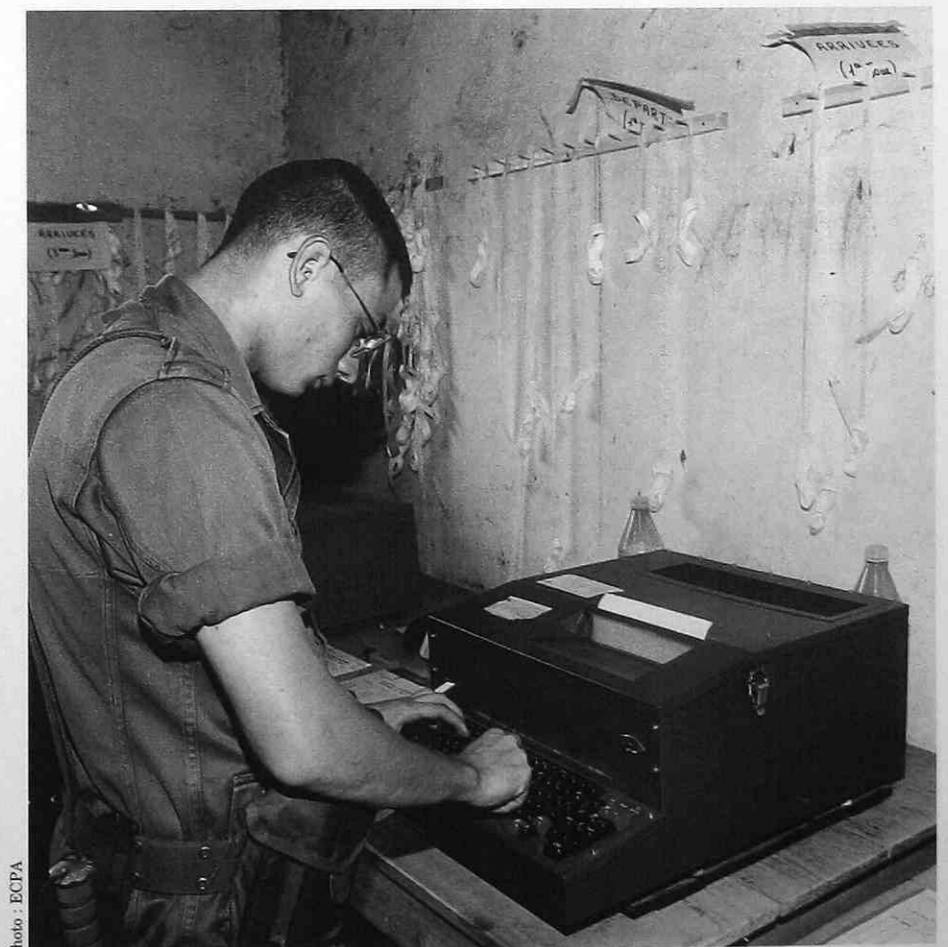


photo : ECPA

Le chiffrement est réservé aux transmetteurs...

## LA MISSION...

Arrivés à Goma (Zaire) le vendredi 1<sup>er</sup> juillet, vers 21 h 00, nous débarquons les matériels.

Une station est déjà prévue pour partir sur le Rwanda dès le lendemain. Cette station radiotélétype est nécessaire au poste de commandement de l'E.M.T nord ; elle sera activée dès son arrivée à Kibuye pour alléger les stations radiographiques et Inmarsat seuls moyens transmissions présents.

Le reste du groupe transmissions franchit la frontière le 5, en direction de Kibuye par la piste est qui longe le lac.

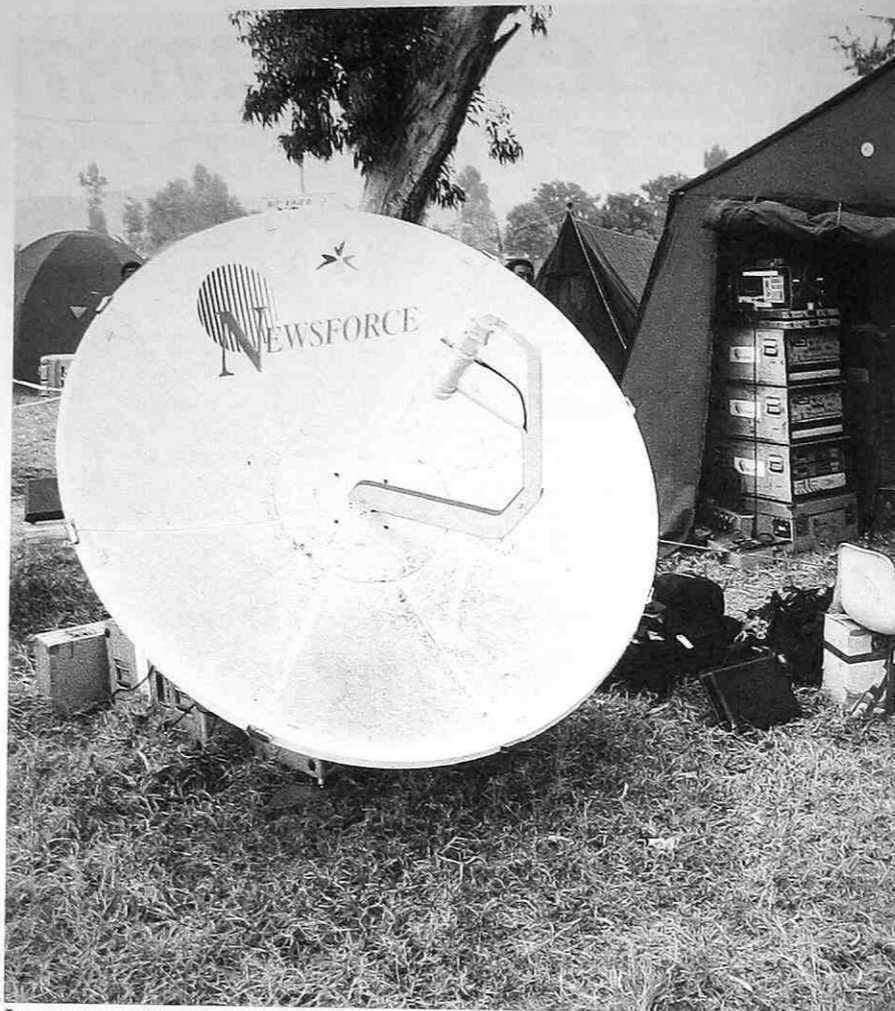
L'accueil est enthousiaste sur notre passage. Il n'en sera pas toujours ainsi au fur et à mesure que nous comprendrons certaines choses... Maisons calcinées et autres découvertes...

Parvenus à Kibuye, nous sommes accueillis par le chef de corps du RICM ; et nous nous mettons au travail : montage d'antennes, de télécommandes, mise en oeuvre d'une cellule de régulation classique comme dans toute formation, et enfin mise en place d'une station relais - initialement prévue en P.C humanitaire. Cette station nous permettra, grâce à des postes performants, de couvrir toute notre zone d'action. Seules quelques poches et vallées resteront hors d'atteinte.

Nous côtoyons les troupes étrangères amies et nous leur apportons l'aide technique nécessaire.

Certes transmetteurs mais toujours militaires, nos hommes ont dû adapter leurs matériels et faire souvent preuve d'initiative.

J'en veux pour preuve la transformation dès leur arrivée de métropole ou de Centre-Afrique des véhicules légers en P.C. tactique grâce au savoir faire de nos hommes.



Les antennes ont pris de nouvelles formes...

S'adapter encore, s'affranchir des schémas-types habituels pour désengorger les réseaux de toute la logistique. Pour cela, nous avons ouvert un réseau activé tous les matins, en direction de la base arrière vers Goma.

Au fur et à mesure de l'évolution des événements, notre dispositif va se scinder en deux sous-groupements : l'un à Kibuye, l'autre à Gikongoro. Le dispositif transmissions tiendra le coup grâce à tous les matériels que nous avons prélevés et emmenés au départ de France.

## L'ÉVOLUTION DES MISSIONS...

Au début de cette opération, les missions sont simples et bien définies en raison des qualifications de chacun.

Certains pour la radiographie, d'autres pour la station télétype.

En cours de mission il est souvent fait appel au groupe transmissions pour fournir des personnels d'accompagnement. Ces personnels, pris en priorité dans les radiophonistes ou radiographistes, jouent un rôle important. Il faut y penser avant le départ et prévoir un certain nombre de personnes supplémentaires pour exécuter ces missions. Le groupe transmissions a constitué un réservoir d'hommes pour répondre aux nécessités annexes.

Ces missions sont, pour beaucoup, l'occasion d'en apprendre encore un peu plus dans le domaine militaire : connaissance des armes étrangères, munitions,



Au centre de sa toile d'araigné, le régulateur.

contrôle des personnes et des véhicules etc... Cet élargissement de la participation à la mission constitue un élément non négligeable des interventions.

## LES RELATIONS AVEC LES AUTRES...

Dans le contexte qui a été le nôtre au Rwanda, nous avons eu la chance de côtoyer des spécificités très diverses : artillerie, cavalerie légère, infanterie. Cette variété fait la richesse de notre Arme car elle permet au marsouin de ne pas faire de sa spécificité technique une finalité.

Nous avons aussi côtoyé des armées étrangères : Sénégalais, Bissau-Guinéens, Congolais avec lesquels notre coopération technique a été exemplaire.

Cette coopération montre que nous sommes parfaitement adaptés à ces missions qui demandent tact et compréhension et surtout, dès l'instant où l'on détient un poste de responsabilité, une bonne expérience de l'outre-mer.

Progressivement, les unités étrangères se sont mises en place à Kibuye. Les officiers de liaison ont commencé leur travail avec nous, puis leurs moyens de transmissions ont été installés entre leur P.C et le nôtre.

## LE DÉSENGAGEMENT...

À partir de la mi-août, les contingents étrangers en général, sénégalais en particulier, ont poursuivi la mission que nous avions entamée, et le retrait des troupes françaises s'est effectué progressivement pour se limiter, finalement à la liaison de commandement vers Goma, avec moyen radiographique et une station Immarsat.

Les moyens plus lourds (station TRCT 1 notamment) sont renvoyés par la piste Est en direction du Sud pour remonter ensuite, plein Nord à travers le Zaire et atteindre Goma.

Enfin le dernier jour est arrivé et les deux dernières stations radio MA - MF ont pris le bac pour rallier Goma en traversant le lac Kivu.

Le retrait total s'est effectué en une semaine. Notre mission technique était achevée au Rwanda. Mais nos souvenirs et une partie de nous-mêmes resteront longtemps sur les rives du lac Kivu.

La mission à laquelle j'ai eu la chance de participer avec mes hommes a été très enrichissante. Bien appréhendée au départ dans ses aspects techniques, matériels et humains, elle ne pouvait pas échouer.

Elle nous a permis, à tous les niveaux, de valider notre entraînement et de faire la preuve de notre sens de l'adaptation.

Lieutenant Laforge,  
9<sup>ème</sup> RCS - CTD.



Parabole ou parapluie...



Le matériel de transmission nécessite des shelters spécialisés et tropicalisés.



# Des «Bigors» dans l'opération Turquoise.



À l'occasion de l'opération Turquoise, le groupement interarmes prépositionné de Bouar a été

engagé en totalité sur le territoire du Rwanda pour participer à la protection d'une zone humanitaire sûre (ZHS) délimitée sous l'égide de l'ONU.

Ce groupement composé d'unités de la 9<sup>ème</sup> DIMa comprenait une batterie du 11<sup>ème</sup> RAMa servant six mortiers de cent vingt millimètres.



photo : ECPA

Le colonel Baldecchi et le colonel Schill, deux bigors, discutent appui feux avec leur homologue sénégalais.

**P**endant une des phases de l'opération Turquoise un adversaire entreprenant, voire agressif, a testé la détermination des unités à maintenir l'intégrité de la zone humanitaire sûre (ZHS). L'usage de la force et des armes ayant été autorisé et délégué au COMFORCE, la batterie d'artillerie a participé aux opérations de protection de la «ZHS» en appuyant de ses feux la manœuvre des armes de mêlée sur les limites de cette zone.

Le premier problème à résoudre était de pouvoir assurer la permanence des appuis dans l'espace et dans le temps.

Dans un terrain très coupé et montagneux, sur un front de plusieurs dizaines de kilomètres, la batterie devait participer à l'interception, généralement de nuit, de quelques combattants à pied utilisant au mieux un terrain sur lequel ils étaient nés.

Face à la grande fluidité de l'adversaire un élément de solution était apporté par la très bonne mobilité des moyens de feux.

Avec le couple VLRA et mortier de cent vingt les «bigors» possédaient un matériel disposant d'une grande mobilité tactique, capable de parcourir avec rapidité et agilité des pistes de montagne coupées de très nombreux pontons sommaires.

Ainsi, maintenues en attente à la «poignée de l'éventail», les pièces pouvaient elles rejoindre au dernier moment une position de tir adaptée à la manœuvre prévue ou à la menace présumée.

Cependant la mobilité des matériels ne permettait pas à elle seule d'assurer la permanence des feux.

C'est pourquoi les «bigors» furent amenés à former, sous enveloppe, à partir de la batterie, deux sections autonomes. Cette opération a été rendue possible par une multiquification des personnels, initiée et entretenue de longue date.

La polyvalence dépassait d'ailleurs le strict cadre du service des mortiers.

En effet, tirant la nuit, la batterie assurait de jour une mission de présence faite de patrouilles, de recherche de renseignements, de contacts et d'aide aux populations.

Dans ces conditions le personnel était très sollicité et la capacité à durer s'appuyait sur l'excellente condition physique et psychologique de tous en début de mission.

Dédoublee, étirée à l'extrême, la batterie était en mesure de battre plusieurs zones distinctes mais le problème se posait de la permanence de l'observation et de la mise en place des tirs.

Tout naturellement il a donc été fait appel aux cadres des unités appuyées. En liaison avec les commandants d'unité, des catalogues de tirs, étayés par des tirs repérés ont été établis. Dans chaque compartiment observé par un peloton ou une section, le terrain avait été piqueté par un ou

plusieurs tirs fumigènes, mis en place au télémètre laser par les observateurs de la batterie sillonnant l'ensemble du dispositif pour assurer dans les postes la promotion des appuis. L'ensemble de ces éléments, reporté sur un croquis panoramique renseigné et complété au fur et à mesure, facilitait les demandes ultérieures de tir.

Les éléments appuyés apportaient pour leur part, une capacité de vision nocturne exceptionnelle. En effet la caméra MIRA des postes de tir Milan donnait des possibilités de repérage sur des objectifs vivants et donc chauds, inaccessibles à l'intensification de lumière dont disposait la batterie de mortier.

En définitive chacun des cadres interarmes, épaulé éventuellement à distance par les artilleurs, était en mesure de demander rapidement et avec précision un tir d'appui efficace.

Toutefois le contexte d'opération de rétablissement de la paix apportait une limitation spécifique à l'emploi de l'artillerie. Il était en effet impératif que l'usage de la force soit strictement mesuré. En conséquence l'utilisation de munitions non létales s'imposait dans la majorité des cas et le tir d'obus explosifs relevait d'une autorisation donnée nommément par le COMFORCE.

Ainsi le scénario le plus fréquent enchaînait une détection par les moyens de vision nocturne, un tir d'obus fumigène.



photo : 11<sup>ème</sup> RAMa

Les bigors au repos.



photo : 11<sup>ème</sup> RAMa

Prêt à appuyer si nécessaire.

Ce «message» qui pouvait se traduire par : «je vous ai vu, arrêtez vous» était parfois renouvelé à l'occasion d'une tentative d'infiltration dans un compartiment de terrain voisin du premier. Dans la grande majorité des cas, il suffisait à faire cesser pour la fin de la nuit les velléités de mouvement.

En conclusion pour appuyer au mieux leurs camarades de Turquoise, les «bigors» ont su dans le domaine technique, marier détection infrarouge et repérage aux lueurs, calculateur de tir et orientation au soleil, piquetage du terrain, croquis panoramique et télémètre laser. Ainsi les procédés les plus modernes voisinaient avec des savoir-faire quasiment tombés en désuétude.

En outre s'appuyant sur leur culture de Troupes de Marine, ils pourront prendre d'emblée, leur part de l'action humanitaire qui s'imposait à tous.

Colonel Schill.  
Capitaine Loïcono.

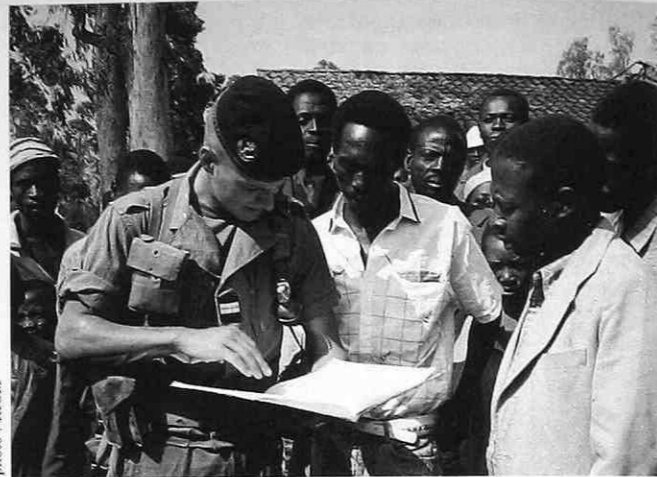




# Le RICM au Rwanda



*Le 1<sup>er</sup> et le 4<sup>ème</sup> escadron du RICM ont participé à Turquoise - Les témoignages permettent d'appréhender la complexité de leur mission - Le 1<sup>er</sup> escadron y servait en tant qu'escadron blindé, le 4<sup>ème</sup> en tant que compagnie motorisée.*



*Pour distribuer équitablement l'aide alimentaire, la population est recensée sous la houlette des marsouins.*

Arrivés au Rwanda dès le début du mois de juillet, c'est à Gikongoro que notre mission a été la plus complète et donc la plus intéressante : la compagnie s'est vue attribuer un secteur de trente kilomètres sur vingt kilomètres autour de Karama, le PC du capitaine. Deux sections sont alors prépositionnées, l'une à Musange au nord de la zone, l'autre à Rukondo, plus au sud. La troisième section, quant à elle, reste en réserve d'intervention auprès du capitaine et patrouille à l'ouest, en retrait de la ligne de contact avec le FPR. Notre mission est double dans cette zone immense :

- assurer la protection des populations locales et réfugiées, face aux éventuelles infiltrations du FPR qui cherche à intimider, parfois à rassurer, souvent à se nourrir au détriment de l'habitant,

- rassurer les populations à l'intérieur de la zone humanitaire sûre, en leur faisant comprendre que le FPR ne rentre pas dans cette zone, que les massacres sont finis, qu'il faut rester dans la zone pour ne pas engorger plus encore les camps de réfugiés de Goma et Bukavu, où la maladie et la faim sévissent.

Dans cette mission de pacification et de tranquillisation, les marsouins ont fait preuve d'initiative, tantôt en aidant à remonter un dispensaire, tantôt en recensant la population pour une distribution alimentaire, tantôt en soutenant les autorités locales dans leurs actions administratives et policières. De plus, la présence militaire française a permis d'assurer sereinement la sécurité des contacts avec le FPR, qui ont finalement abouti à un modus vivendi acceptable par les deux parties. Enfin, la relève avec les troupes tchadiennes et ghanéennes s'est déroulée dans un climat de

coopération et de compréhension qui a permis de rassurer la population locale. Très satisfaits de notre travail et inquiets de notre départ rapide, les Rwandais répétaient sans cesse : « Ne nous oubliez pas ! »

\*\*\*  
A Musange, à une heure du capitaine, l'initiative est grande et intéressante. Quand la section y arrive, le 25 juillet, elle succède à la présence épisodique du Centre d'Opération Spécialisées qui effectuait des patrouilles dans la zone à partir de son PC de Karama. En l'absence d'autorités locales, nous nous installons dans l'hôpital, juste à côté du bureau communal. Le soir, on sent par-

fois les fortes odeurs des cadavres, sommairement enterrés, juste en contrebas. En face de nous, le long de la rivière, sale, un camp de réfugiés étend ses quelques cahutes (ses « blindés » comme disent les associations humanitaires !) La seule personnalité que nous rencontrons est le pasteur de la commune, très bien disposé à l'égard des Français et volontaire pour reprendre les rênes de la commune, avec toutefois le titre officiel de bourgmestre adjoint.

Nous nous attelons tout de suite à la tâche : patrouilles sur le domaine de la commune pour rassurer les populations locales et réfugiées, postes d'observa-

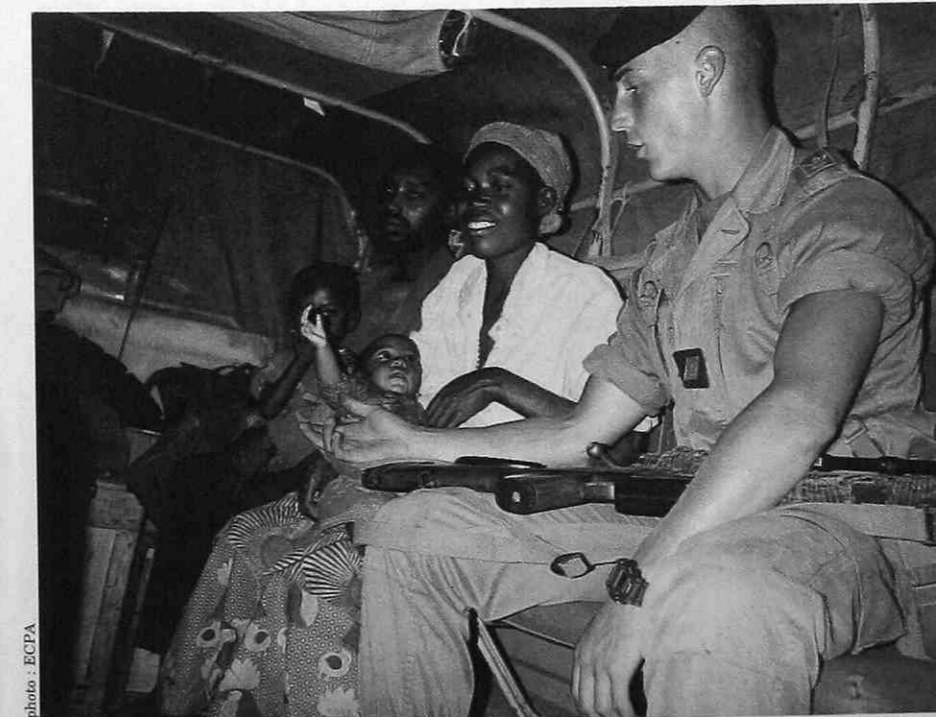


*Préparation de la mission : les appuis aériens sont pris en compte.*

tion sur la ligne de contact avec le FPR. Dans notre zone, le FPR semble relativement calme, même si l'on constate épisodiquement des infiltrations nocturnes pour voler du bétail et parfois enlever des gens. Ceci occasionne une inquiétude latente chez les populations limitrophes mais celles-ci gardent confiance dans la présence française car ce qu'elles craignent le plus, ce sont les massacres à grande échelle. Nous luttons aussi contre le banditisme armé des miliciens et anciens militaires qui abusent de leur armement : c'est la chasse aux fusils (soviétiques, allemands, belges) et aux grenades (sud-africaines, égyptiennes, chinoises). Nous en venons même à appréhender des bandits notoires, pour affirmer notre présence et ramener le calme. Sous la houlette du pasteur nouvellement promu, la commune reprend vie progressivement : la population est recensée pour faciliter la distribution de l'aide alimentaire, le dispensaire renaît de ses cendres à partir des dons de notre médecin, les conseillers de secteur (adjoints du bourgmestre) sont enfin réunis pour coordonner leur action. On parle même de remonter l'école, pour instruire les enfants mais aussi pour les occuper. Le pasteur propose même de redistribuer les terres de sa paroisse.

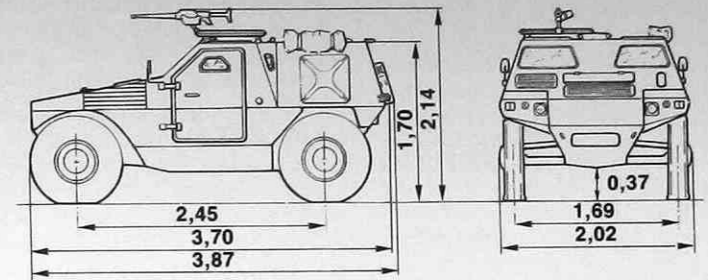
Les contacts avec le FPR deviennent plus fréquents et les bourgmestres sont présents : dans nos patrouilles, nous rassurons les populations sur les intentions du FPR et sur celles des troupes stationnées au Rwanda. Pour eux, un mot d'ordre : « Ne nous oubliez pas ! »

*Lieutenant Nicolas Bodet,  
4<sup>ème</sup> escadron.*



*Sous la protection du caporal chef David, les Tutsis évacués retrouvent le sourire.*

## VÉHICULE BLINDÉ LÉGER



- \* Masse de combat : 3,4 à 4 tonnes.
- \* Vitesse maximale : 95 Km / h.
- \* Autonomie : 600 Km.
- \* Amphibie.
- \* 4 roues motrices en permanence.
- \* Protection NBC pour les personnels.

\* Ce véhicule existe en plusieurs versions : combat (missiles), renseignement, commandement, radar de surveillance aérienne et terrestre, appui-feu, transport de troupes, etc.

*A ce jour, plus de 10 nations à travers le monde ont déjà adopté le VBL pour en équiper leurs unités de reconnaissance.*

Le peloton VBL a été constitué par le colonel Sartre avec des personnels de la compagnie motorisée du RICM venant de Bouar, en faisant venir des véhicules de Vannes. Cet engin blindé a prouvé sa très grande mobilité en terrain varié sur les pistes accidentées du Rwanda. Composé de trois VBL et de neuf personnes, le peloton disposait d'un poste Milan, d'une pièce FM et d'un

LRAC. Son blindage a permis d'effectuer des missions de reconnaissance avancée vers la zone FPR, en particulier au moment où les contacts avec ceux-ci n'avaient pas encore été noués.

Dans le secteur de Birambo, nous étions à même d'intervenir rapidement sur toute infiltration dans le secteur. Nous avons aussi constitué un check-point vers la zone FPR, pour les réfugiés qui comptaient rentrer chez eux : sécurité et comptage. Sa très grande mobilité destinait le VBL à être l'outil efficace et rapide de reconnaissance dans tous les lieux du secteur impartis à la compagnie. Depuis le PC de Karama, dans la zone Sud, les patrouilles quotidiennes nous poussaient jusqu'à Muko, jusqu'à Musange ou en direction de Butare, à la frontière avec le FPR. C'était l'occasion de toucher un maximum de gens par des patrouilles profondes. Nous avons aussi été employés à de multiples reprises pour transporter des autorités locales vers leurs lieux de réunion avec le FPR.

Cette mission variée a donc été l'occasion de prouver les très grandes possibilités du VBL dans un terrain parfois difficile, sa rapidité à se mouvoir et même son confort. Ces nombreuses patrouilles dans tous les secteurs, ces missions si diverses ont rendu l'opération Turquoise très intéressante et enrichissante.

*Caporal-chef Alain Misery,  
4<sup>ème</sup> escadron.*

## Le premier escadron du RICM

**A**près quatre mois de présence aux EFAO de Bouar, le premier escadron du RICM entamait son dernier mois de tournante et se préparait à plier bagages pour le 21 juillet. Mais le 17 juin, le colonel Patrice Sartre, COMDET et chef de corps du RICM lui donne l'ordre de se préparer à un départ dans les 72 heures. Ainsi commence pour l'escadron Bucquet l'opération Turquoise.

Après en avoir décrit la trame chronologique, les missions et les enseignements à tirer au niveau de l'unité élémentaires seront présentés. En aucun cas il ne s'agit de décrire l'opération Turquoise dans son intégralité ni de décrire toutes les missions de toutes les unités qui étaient sur le terrain et qui provenaient de toutes les composantes de l'Armée Française mais de montrer ce que fut pour un escadron de combat l'opération Turquoise.

L'opération Turquoise a donc débuté pour l'escadron le vendredi 17 juin 1994 sans d'ailleurs qu'il le sache. La montée en puissance des unités des EFAO étant rodée par des exercices réguliers, le COMDET a pu passer en revue l'escadron sur pied de guerre le dimanche

matin. Après quelques jours d'attente à Bangui, l'escadron est aérotransporté vers Goma et le samedi 25 juin, les premières missions de reconnaissance commencent au Rwanda pour les cellules de recherche et d'observation (CRO) de l'escadron. Le dimanche suivant l'escadron se déployait dans la région de Kibuye au sein du groupement November, le groupement Nord.

Pour l'escadron blindé, l'opération Turquoise s'est déroulée en trois phases : la connaissance du terrain et la prise en compte de la mission dans la région de Kibuye, la réorganisation du dispositif vers le Sud et enfin le désengagement.

L'escadron renforcé d'une section de la commoto reçut pour mission de sécuriser la région située entre Kibuye et Birambo, soit une zone de vingt kilomètres de long sur quatorze kilomètres de large. Mais la situation devenant tendue dans la région de Gikongoro, deux pelotons de l'escadron renforcés d'une demi-SML durent partir vers le Sud pour renforcer les éléments du COS et interdire au FPR l'accès et la prise de cette ville. Le FPR, devant ce renforcement, changea alors son axe d'attaque et chercha à prendre contact avec les éléments français le long de la ZHS en testant à plusieurs reprises avec insuccès notre dispositif. Les deux pelotons du Sud purent alors rejoindre le reste de l'escadron qui adopta un dispositif de surveillance et de défense élargi afin de parer à toutes éventualités.

Le 24 juillet, la phase de désengagement progressif débute par un glissement vers le Sud. Après avoir été relevé par des unités sénégalaises, l'escadron s'est scindé en deux éléments. Les AML restent dans la zone du groupement Nord en réserve d'intervention pour nos camarades sénégalais tandis que les cellules de recherche et d'observation sur P4 partent dans la région de Gikongoro afin de relever les éléments du COS qui eux décrochent définitivement respectant ainsi le calendrier initial. Cette phase se terminera par la relève des CRO par des éléments de la MINUAR II avec une mise en place des observateurs aux alentours du 26 juillet et l'arrivée des premières unités ghanéennes venant de Kigali le dimanche 31 juillet.

L'opération, qui s'est déroulée très rapidement, a obligé les pelotons à remplir des missions multiples et à mener des actions diversifiées en parallèle. Les missions reçues par l'escadron étaient de manifester la présence française tout en sécurisant la zone. Ces missions, simples au départ, ont en fait recouvert une réalité beaucoup plus vaste. Néanmoins on peut les résumer en deux expressions : «Protéger les populations» et «arrêter les massacres» sans oublier les missions liées aux déplacés.

«Protéger les populations» a consisté tout d'abord pour l'escadron à participer à la création et à la consolidation de la Zone Humanitaire Sûre (ZHS) créée à partir des préfectures de Kibuye, Gikongoro et Cyangugu c'est-à-dire tout le Sud-Ouest du territoire rwandais. Pour cela, les pelotons ont mené d'abord la mission classique de contrôle de zone (patrouilles sur les axes, surveillance à partir de points favorables, recherche du renseignement) afin d'une part de sécuriser la population qui à la moindre rumeur était prête à fuir en abandonnant la région du FPR comme elle le faisait depuis le début de la guerre civile dans tout le Rwanda et d'autre part de montrer au FPR que nous étions maître de cette zone et que nous étions prêts à faire face à toutes tentatives d'intrusion de la part de ses troupes.

Le FPR n'ayant jamais eu réellement à affronter de résistance de la part des FAR, ses éléments ont tenté de s'infiltrer à plusieurs reprises dans la ZHS. Les pelotons ont alors participé, le plus souvent au sein d'opérations interarmes voire interarmées, à des missions d'interdiction. Le 8 juillet à Birambo où devant l'exode massif des habitants face à la poussée FPR dans la commune de Bwakira, le 2<sup>ème</sup> peloton (Lt Mizon) distantes renforce du 1<sup>er</sup> peloton s'installe en coup d'arrêt bénéficiant d'un détachement de liaison artillerie face aux positions FPR distantes de moins de mille mètres, bloquant dès lors la progression du FPR sur cette axe et obligeant les éléments infiltrés à se replier. Une semaine plus tard la section Nojac détachée auprès de l'escadron se fait sérieusement accrocher par des éléments FPR très supérieurs en nombre plus au Nord à La Capelle Rambura. Malgré la

durée des tirs (plus de deux heures), au mortier, à la 14,5 et aux armes légères d'infanterie, la section n'a eu à déplorer qu'un blessé immédiatement évacué sur Goma. Cette méprise a été résolue grâce à une intervention en hélicoptère du colonel Sartre et à un débordement des éléments blindés pour désengager la section au contact. Le 17 juillet, c'est l'escouade du 4<sup>ème</sup> peloton (lieutenant Arrambourg) qui se fait accrocher au Nord de la ZHS, à Nyakabuye. Le peloton ayant fixé l'adversaire, une section de renfort à base du PCE (adjudant Niais) reçoit l'ordre de son commandant d'unité de monter une embuscade au cas où les éléments FPR tenteraient de nous déborder par l'Est. Le FPR tentant d'ouvrir une brèche dans notre dispositif par un tir de mortiers, la SML du groupement nord riposte à l'obus explosif. Puis profitant d'un appui lumière de la SML, les AML ouvrent le feu à l'obus explosif sur les éléments infiltrés. La section FPR entend alors un débordement par l'Est et tombe sur les groupes d'infanterie qui suivent à la MIRA l'infiltration FPR et qui détruisent ces éléments. Cet accrochage qui a duré une bonne partie de la nuit s'est soldé pour le FPR par une douzaine de tués tandis que les forces de Turquoise n'ont aucun blessé à déplorer. Cette série d'incidents se termine le lendemain par une tentative d'infiltration du FPR au Nord-Ouest de Rugabano où se trouve la position du 2<sup>ème</sup> peloton détaché auprès de la Commoto de Libreville. Après la mise en place d'une nasse à base d'AML, de groupes d'infanterie munis de Mira, la SML est de nouveau entrée en action en tirant plusieurs éclaireurs. Mais instruit par la nuit précédente, le FPR n'a pas osé pousser davantage en ZHS.

Cette mission de protection des populations a bien fonctionné dans la mesure où l'exode tant redouté dans la zone n'a pas eu lieu et où les gens se sentant dès lors en sécurité n'hésitaient pas à venir nous exposer les divers problèmes qu'ils rencontraient.

Lors de la deuxième mission, «arrêter les massacres», concomitante à la première, les pelotons se sont employés à accueillir toutes les personnes qui se sentaient menacées - quel qu'en soit le motif - soit en les recueillant soit même en menant ponctuellement des missions d'extraction de personnes qui se cachaient dans les collines depuis les massacres d'avril. Pour la plupart, il s'agissait de Tutsis rescapés des massacres de mars et d'avril, en majorité des femmes et des enfants le plus souvent orphelins. Les renseignements sur leur position nous étaient communiqués par des Hutus qui souvent les cachaient depuis plusieurs semaines mais qui, craignant toujours d'éventuelles représailles de leur voisin, cherchaient une issue. Dans la région de Mabanza ce sont plus de cinquante Tutsis qui ont été récupérés, protégés, nourris, soignés par les marsouins du 1<sup>er</sup> escadron et qui n'ont eu de cesse de nous remercier de leur avoir sauvé la vie.



Une AML 90 en patrouille.

En parallèle, les pelotons reçurent pour mission de désarmer tous les civils et de faire lever tous les barrages. Si la levée des barrages a été rapide, le désarmement a été un peu plus long vu la quantité d'armements existants dans la zone. Le problème a pris une ampleur sans égale quand l'escadron a reçu l'ordre de désarmer les FAR en déroute, les gendarmes et autres policiers communaux. Leurs effectifs étant dix fois supérieurs aux effectifs de l'escadron, cela n'a été rendu possible qu'avec l'accord des dernières autorités militaires encore présentes dans notre secteur.

Cette mission avait aussi pour but de montrer au FPR qu'en aucun cas les forces de Turquoise ne prenaient partie pour les FAR et que la ZHS ne servait pas de base arrière aux FAR. Sur le plan sécuritaire, quand les pelotons tombaient sur un flagrant délit (vol, pillage), ils étaient autorisés à intervenir, ce qui a permis très vite de gagner toute la confiance des populations. Les nombreux remerciements des Tutsis, la fin des massacres, la fin de l'exode des Hutus vers l'Ouest, le respect de la limite de la ZHS par les soldats du FPR sont des motifs de satisfaction pour tous les soldats français de l'opération Turquoise.

Le problème des interlocuteurs valables s'est très rapidement posé aux autorités françaises. De nombreuses autorités locales étant impliquées dans les massacres ont fui vers le Zaïre livrant à eux-mêmes leurs administrés. Il a donc fallu trouver de nouveaux interlocuteurs pour communiquer avec les populations locales et les déplacés. Pour ne pas se

transformer en une espèce d'administration néo-coloniale, l'escadron a fait en sorte que ces autorités provisoires soient nommées soit parmi les conseillers communaux restés sur place soit parmi des gens issus dans le jargon français de la société civile, médecins, infirmiers, entrepreneurs à l'assise locale reconnue.

Enfin, le dernier phénomène important auquel a été confronté l'escadron est l'extraordinaire afflux de déplacés dans la zone. Les chefs de pelotons devaient donc essayer de fournir régulièrement au commandement des éléments pour cerner la situation alimentaire et sanitaire des déplacés. L'élément sanitaire de l'escadron aux ordres du médecin des armées Mathieu paraît aux besoins médicaux les plus urgents et les plus graves (blessures par balle, par machettes, maladies infectieuses) tout en s'attachant à remettre en état des dispensaires et des hôpitaux ainsi qu'un système d'ambulance, redonnant à notre zone un tissu sanitaire fonctionnel. Plus de dix dispensaires furent ainsi réouverts sous l'impulsion du Service de Santé des Armées dans la région de Gikongoro.

Quels sont les enseignements que l'unité a pu tirer de cette expérience exceptionnelle ? Ceux-ci bien entendu devront faire l'objet d'une étude plus poussée, mais on peut en extraire quelques leçons simples telles que l'importance de l'interarmes, du combat de nuit, des forces prépositionnées, une utilisation plus rationnelle des cellules de recherche et d'observation.



Patrouille sur les pistes.

Au sein de l'escadron blindé, s'est confirmée l'importance des escouades, auxiliaires indispensables des blindés. A tel point que transformées en cellule de recherche et d'observation (CRO) aux ordres des chefs de pelotons ou des SOA, elles ont reçu à plusieurs reprises des missions en territoire rwandais alors même que les AML étaient encore à Bangui. De plus, les CRO disposent d'une puissance de feu non négligeable qui les rend aptes à de nombreuses missions de combat : 2 FM, 2 LRAC, 2 APILAS, sans parler de l'armement individuel (grenades à main et à fusil, FAMAS). Enfin leur optique de nuit (OB 25, OB 41 et 42) leur donne une aptitude non négligeable au combat de nuit.

Encore une fois il ressort de cette intervention que celui qui combat la nuit emporte l'avantage. Les FPR l'ont bien compris, eux qui s'infiltrèrent en petits éléments la nuit par les talwegs avant de mettre en place sur les hauteurs des éléments plus lourds tels que 14,5 et mortiers. L'action proprement dite commence alors dès les premières lueurs du jour. Les missions les plus importantes ont donc eu lieu de nuit, la remise en condition ayant lieu en général pendant quelques heures l'après-midi. L'entraînement aux missions de nuit reste une priorité des unités de combat qui doivent être dotées de moyens de vision nocturne en plus grand nombre. Dans un tel contexte les Mira, matériels qui nous ont été prêtés bien qu'ils ne soient

pas en dotation dans les escadrons, les mines et les artifices éclairants, ainsi que les appuis lumière de la SML nous ont donné un avantage certain sur le FPR.

Par ailleurs et dans le registre de la formation du personnel, il faut noter l'extrême importance de l'aptitude à dialoguer de tous les marsouins et cela quelque soit le grade. En effet l'importance de la tradition orale n'est plus à démontrer en Afrique. Lors de toutes les missions, il a fallu parler, rassurer, dialoguer, expliquer, répondre aux questions. Les Rwandais ne connaissant pas les grades, ils s'adressaient à tous les marsouins et ceux-ci ont eu un rôle considérable dans l'établissement de relations cordiales fondées sur le respect et sur la confiance, facilitant par là le rétablissement d'une vie normale dans ce pays où tous les repères avaient brusquement disparu. Tout ceci ne fut possible que grâce à l'incroyable capacité des marsouins à nouer des contacts avec les Rwandais, aptitude acquise au cours de nombreuses missions en Afrique et à travers le monde. D'où aussi l'importance qu'il y a pour les cadres de toujours chercher à expliquer à tous les niveaux les tenants et aboutissants de la mission, surtout dans ce pays où la situation est très complexe. Pour le commandant d'unité et les chefs de pelotons les discours à l'adresse de plusieurs milliers de personnes ont été des choses courantes. Pour cela l'expérience outre-mer des

unités des Troupes de Marine constitue un capital fondamental.

Ce domaine humanitaire a été très important et là encore l'expérience est capitale. En effet, il a fallu assurer la sécurité des ONG, parfois dépassées lors des distributions de vivres, assurer l'évacuation rapide de blessés ou encore lutter contre le choléra (installation de latrines).

Ensuite pour les pelotons de combat, cela a été la redécouverte de l'interarmes. Pour montrer son importance, il suffit de décrire le GIAR (Groupement Interarmes Au Rwanda) : un escadron blindé (RICM), deux compagnies motorisées (RICM et 3<sup>ème</sup> RIMa), une SML (11<sup>ème</sup> RAMa), une section du génie (6<sup>ème</sup> REG) sans oublier le détachement sénégalais ainsi que la composante renseignement et toute la chaîne RAV MEC SAN. Cette imbrication s'est faite dès le début de la mission au niveau élémentaire puisque l'escadron a prêté un de ses pelotons contre une section d'infanterie et qu'il a régulièrement bénéficié de l'appui de la SML.

Importance de l'interarmes aussi, l'étroite collaboration entre les pelotons et les unités de recherche spécialisée travaillant au profit du GIAR (RHP et RDP), les chefs d'éléments n'hésitant pas à venir donner le renseignement à un peloton travaillant dans une zone proche de lui. On peut noter aussi l'intérêt de posséder sur la zone une unité d'écoute qui, à plusieurs reprises, a permis aux unités de combat d'anticiper la manœuvre. Enfin dans toutes les situations délicates, le fait de pouvoir compter sur un appui aérien, sur l'appui de gazelles canon ou sur une EVASAN par un HM est un facteur positif pour le moral des hommes.

Enfin, s'il fallait trouver une justification aux forces prépositionnées, l'opération Turquoise remplirait aisément cet office. La rapidité de mise en place d'un groupement interarmes cohérent ayant l'habitude de travailler ensemble en RCA a permis d'obtenir d'emblée des résultats. Le 17 juin, l'alerte tombe, le 23 juin les premiers éléments de l'escadron commencent leur mission au Rwanda nous montrant, par là-même, l'intérêt de posséder des bases stratégiques en Afrique. Par ailleurs ces éléments, acclimatés au continent africain, ont été dès leur arrivée au Rwanda opérationnels et aucun problème de santé notable n'est à relever. Le professionnalisme dont ont fait preuve à tout instant les marsouins ainsi que leur facilité d'adaptation à toutes les situations démontrent s'il en était encore besoin l'importance de cette culture outre-mer que les plus anciens transmettent aux plus jeunes.

Les marsouins, après avoir tourné la page de l'opération Turquoise, se souviendront sans doute d'avoir été les représentants auprès d'un peuple martyr, d'un pays, la France, qui a su malgré son isolement, montrer le chemin de l'honneur aux autres nations. Cette fierté s'ajoute à celle d'avoir participé à une mission menée en grande partie par les Troupes de Marine et qui s'inscrit ainsi dans leur longue histoire.

## Le 1<sup>er</sup> escadron du RICM à Gisenyi

En ce 27 juin 1994, nous parcourions, pour la quatrième fois, les routes bondées du Rwanda. Quatre jours plus tôt, nous avions franchi la frontière à Goma et nous avions commencé quelques reconnaissances, la première ne dépassant pas quinze kilomètres de profondeur. Dès le début, l'accueil avait été plus que chaleureux et les Rwandais, massés sur les bords de la route, agitaient pancartes, fleurs ou simplement battaient des mains. En fait de reconnaissance d'axe, il fallait surtout parler de prise de contact avec la population.

Ce jour là, dans notre colonne constituée des quatre escouades<sup>(1)</sup> du 1<sup>er</sup> escadron du RICM s'étaient insérés des journalistes de tout bord et de toute nationalité, les uns embarqués dans un TRM et encadrés par le SIRPA, les autres à bord de véhicules civils de location avec ou sans chauffeur. La mission du jour était double : reconnaître l'axe Goma-Kibuye et «montrer» des camps de réfugiés aux journalistes.

Comme d'habitude, le passage de la frontière se fit sans incident, avec des barrières levées avant notre approche. En début d'après-midi, le très mauvais état de la piste incita le capitaine Bucquet, chef du détachement, à scinder la colonne en deux, une partie continuant la reconnaissance, et l'autre, rebroussant chemin, avec les journalistes, pour rechercher un camp de réfugiés sur un autre axe. Après un laborieux demi-tour sur cette piste de montagne, la nouvelle colonne revint sur ses pas, pour atterrir, finalement, dans un petit camp repéré la veille par une escouade. Les journalistes étaient contents.

Pour des raisons de «point de presse», le retour ne devait pas tarder. Arrivés à Gisenyi la ville située de l'autre côté de la frontière en face de Goma, certains journalistes voulurent descendre pour assister à une conférence de presse du porte parole du gouvernement en exil dont le siège se situait à l'hôtel Méridien. Après beaucoup de discussion, il fut décidé que les journalistes venus par leurs propres moyens pourraient rester et rentrer plus tard, sous escorte.

Au moment où la colonne allait s'ébranler pour parcourir le kilomètre qui la séparait de la frontière, un conducteur de journalistes vint nous voir pour nous signaler qu'il avait laissé ses passagers à l'hôtel, qu'il avait crevé et qu'il ne savait pas comment rentrer. En ce qui nous concernait, la solution la plus simple était qu'il change sa roue et qu'il attende ses employeurs. Cette solution, visiblement, ne le satisfaisait pas. Il était très nerveux et s'accrochait à nos véhicules en prétextant que l'endroit était dangereux et qu'il risquait d'être tué. La situation ne nous semblait vraiment pas si désespérée et la solution proposée la meilleure. Notre convoi com-

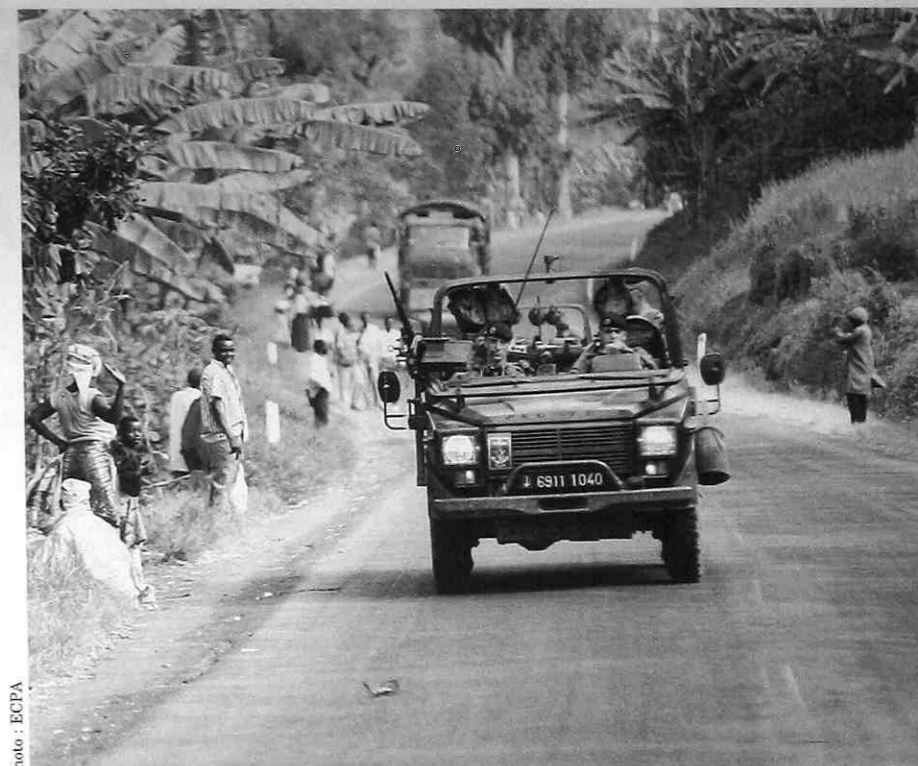


photo : ECPA

Une escouade du RICM patrouille.

mença donc à progresser. Aussitôt, le chauffeur au volant de son véhicule crevé nous dépassa et, tant bien que mal, resta en tête de la colonne jusqu'au poste frontière. L'opiniâtreté de cet homme nous surprenait un peu mais nous ne pouvions pas l'empêcher de nous précéder avec son pneu crevé pour rentrer au Zaïre.

A l'arrivée au poste frontière, le garde fit aussitôt signe à la voiture de se mettre de côté et au reste de la colonne de franchir la barrière. Là tout se passa très vite. La colonne s'étant immobilisée au niveau de la barrière, le conducteur sauta de son véhicule et s'accrocha désespérément à une de nos P4. Il fut tout de suite pris manu militari par deux hommes de la frontière qui le propulsèrent dans leur propre véhicule avant de démarquer en trombe vers une destination inconnue. Le tout avait duré quelques secondes, mais la situation était claire, on nous avait kidnappé un chauffeur dont nous étions en partie, et maintenant totalement responsables.

La colonne n'avait pas encore franchi la frontière et nous bloquions ainsi le passage. Comprenant la situation, la seule solution était de faire fléchir le responsable du poste pour qu'il nous rende le chauffeur avant qu'il ne lui arrive un malheur. Heureusement, la présence de journalistes nous permit d'appuyer nos revendications face à des hommes qui prétendaient (peut-être à juste titre, mais là n'était pas la question) que le chauffeur était un espion du FRP. Après avoir menacé «de divulguer au monde entier» les agissements des gardes frontières Hutus, le responsable devint, petit à petit, plus coopératif et, finalement, nous

vîmes revenir la voiture avec notre homme à son bord, apparemment encore en bon état «Nous allons l'interroger ensemble» fût le compromis qui émergea de nos flots respectifs de menaces.

En fait d'interrogatoire, le responsable de l'immigration se borna, pendant la demi-heure qui suivit, à ouvrir un beau cahier d'écolier, à prendre tous les renseignements inimaginables sur le chauffeur et à faire traîner les choses. Il savait déjà qu'il avait perdu la partie. Finalement, un coup de téléphone fit venir le lieutenant-colonel FAR responsable du secteur qui calma la situation en confirmant qu'il s'agissait d'un malentendu mais que ce chauffeur devenait à partir de ce moment *persona non grata* au Rwanda. Il pouvait ainsi partir libre et revenir au Zaïre. Voulant récupérer sa voiture, il s'aperçut que le moteur avait été littéralement démonté et c'est en poussant son véhicule que nous l'aidâmes à franchir la frontière.

L'incident était clos. Il ne nous restait plus qu'à rentrer tous ensemble à Goma en laissant toutefois un élément au poste frontière pour continuer à dédramatiser l'incident et pour reprendre les bonnes relations d'avant.

Nous n'eûmes plus d'autres incidents à cette frontière.

Nous ne revîmes jamais le conducteur, qui vint néanmoins, le lendemain, réclamer aux journalistes le prix de sa course...

(1) une escouade : les deux P4 du peloton blindé, armées pour l'occasion à trois passagers.

Capitaine Arrambourg.



photo : ECPA

Passation de commandement avec les Ghanéens.